

17 décembre 2025 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

BURUNDI

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

Résumé

Les élections législatives ont eu lieu au Burundi en juin 2025 dans un contexte de restrictions sévères à la liberté d'expression et de l'espace politique, selon Human Rights Watch (HRW). Les principaux opposants politiques en étaient exclus. Le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), a remporté la totalité des sièges au sein de l'Assemblée nationale. Plusieurs sources font état de « la disparition du pluralisme institutionnel » ou encore de « monopartisme ».

Des observateurs soulignent la persistance de nombreux problèmes structurels au niveau des droits humains. Des sources onusiennes relèvent une « recrudescence alarmante » des exactions à l'égard des défenseurs des droits humains et des opposants politiques depuis fin 2023. Les violations telles que des arrestations arbitraires, des cas de torture et des disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires perdurent. Elles sont pour la plupart de la responsabilité de la police, du Service national de renseignement (SNR) et des Imbonerakure, agissant dans un environnement de large impunité. Des sources soulignent la connivence entre les services de sécurité et les Imbonerakure qui, selon le rapporteur spécial onusien, ont toute latitude pour commettre des violations.

L'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) et le rapporteur spécial onusien ont noté une diminution des violations perpétrées par des agents étatiques en 2022 et 2023, alors qu'en 2024 et 2025, le nombre d'incidents répertoriés par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), en particulier les violences dirigées contre les civils, était légèrement en hausse. La Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka avance un nombre de victimes bien plus élevé que l'ACLED.

En 2025, des affrontements parfois très meurtriers entre l'armée burundaise et des groupes armés rwandophones ont eu lieu dans le nord-ouest du pays autour de la forêt de Kibira. Par ailleurs, aucune incursion ou attaque de groupes rebelles sur le territoire burundais n'a été documentée depuis début 2024. À l'est de la République démocratique du Congo (RDC), l'armée burundaise a poursuivi ses opérations de soutien aux forces congolaises contre le groupe rebelle Mouvement du 23 mars (M23) qui a coalisé avec, entre autres, le mouvement rebelle burundais Résistance pour un État de droit au Burundi (RED) Tabara. Plusieurs sources signalent de lourdes pertes dans les rangs de l'armée burundaise.

Tout au long de la période préélectorale et pendant le scrutin de juin 2025, les Imbonerakure se sont rendus coupables de multiples abus à l'égard de personnes perçues comme opposées au parti au pouvoir. Les médias indépendants ont documenté des exactions à l'encontre de militants du Congrès national pour la liberté (CNL) ainsi que de certains autres partis de l'opposition. Des associations burundaises soulignent que le conflit en RDC sert de prétexte aux autorités pour intensifier la surveillance et la répression de personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés.

Les sources consultées continuent à rapporter la découverte de multiples cadavres dans l'espace public. Souvent, les corps présentent des signes de violence et sont enterrés sans enquête. Selon SOS Médias Burundi, les provinces de Cibitoke et de Gitega sont particulièrement affectées.

La société civile et les médias opèrent toujours dans un encadrement strict et sous surveillance accrue. De nouveaux cas de harcèlements, d'arrestations et de condamnations de défenseurs des droits humains et de journalistes ont eu lieu en 2025.

Le conflit à l'est de la RDC, la menace d'une offensive du M23 contre la ville frontalière d'Uvira et l'afflux de réfugiés congolais banyamulenge ont suscité la crainte d'une infiltration de combattants et provoqué une intensification des discours à caractère ethnique. Selon le Réseau Europe-Afrique centrale (EurAc), ce contexte a augmenté le risque d'intimidation et de répression pour les Burundais tutsi dans certaines zones du pays.

Fin juillet 2025, les pays voisins hébergeaient quelque 322.000 réfugiés et demandeurs de protection internationale (DPI) burundais. Alors que plus de 250.000 réfugiés sont retournés au Burundi depuis 2017 avec l'assistance du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce mouvement de retour a diminué en intensité depuis 2022. Le retour dans des communautés souvent vulnérables, l'accès difficile aux moyens de subsistance et aux services de base et, dans certains cas, des problèmes de sécurité et de surveillance affectent la réintégration.

Plusieurs sources indiquent que le pays traverse une situation socio-économique sévère : les pénuries diverses, notamment de carburant, et les coupures d'électricité paralysent l'activité économique, alors que les prix alimentaires augmentent et que l'inflation atteint des niveaux record. Les conséquences du déclin économique sur la situation humanitaire sont importantes : les systèmes sanitaire et éducatif sont en chute libre en raison d'infrastructures délabrées et d'un manque de ressources et de personnel qualifié. Le rapporteur spécial onusien relève une insécurité alimentaire persistante aggravée par plusieurs facteurs structurels. Les pénuries d'eau potable dans l'ouest du pays ont provoqué des épidémies de choléra dans certaines localités de cette région.

Summary

Parliamentary elections were held in Burundi in June 2025 amid severe restrictions on freedom of expression and political space, according to Human Rights Watch (HRW). The main political opponents were excluded from the elections. The ruling party, the Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), won all the seats in the National Assembly. Several sources report "the disappearance of institutional pluralism" or also "one-party rule".

Observers have highlighted the persistence of numerous structural problems relating to human rights. Since the end of 2023, UN sources have noted an "alarming resurgence" of abuses against human rights defenders and political opponents. Violations such as arbitrary arrests, torture, enforced disappearances and extrajudicial killings persist. The police, the Service national de renseignement (SNR) and the Imbonerakure are primarily responsible for these violations, which occur in an environment of widespread impunity. Sources also highlight collusion between the security services and the Imbonerakure, who, according to the UN Special Rapporteur, are free to commit violations with impunity.

The Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) and the UN Special Rapporteur observed a decline in human rights violations committed by state agents in 2022 and 2023. However, the number of incidents recorded by the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), particularly those involving violence against civilians, increased slightly in 2024 and 2025. The Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka reported a much higher number of victims than ACLED.

In 2025, clashes — sometimes deadly — occurred between the Burundian army and Rwandophone armed groups in the north-west of the country, around the Kibira Forest. There have been no documented incursions or attacks by rebel groups on Burundian territory since early 2024. In eastern Democratic Republic of Congo (DRC), Burundian troops have continued to support Congolese forces in fighting the rebel group Mouvement du 23 mars (M23). This group has formed a coalition with several others, including the Burundian rebel movement Résistance pour un État de droit au Burundi (RED) Tabara. Several sources reported heavy losses among the Burundian army.

Throughout the pre-election period and during the June 2025 elections, the Imbonerakure were responsible for multiple human rights abuses against individuals perceived to oppose the ruling party. Independent media outlets documented abuses against activists from the Congrès national pour la liberté (CNL) and other opposition parties. Burundian associations claim that the conflict in the DRC is being used as an excuse by the authorities to increase surveillance and oppression of individuals suspected of collaborating with armed groups.

Sources continued to report the discovery of multiple corpses in public spaces. Often, the bodies show signs of violence and are buried without an investigation taking place. According to SOS Médias Burundi, the provinces of Cibitoke and Gitega have been particularly affected.

Civil society and the media continue to operate under strict control and increased surveillance. In 2025, new cases of harassment, arrest and conviction of human rights defenders and journalists occurred.

The conflict in eastern DRC, the threat of an M23 offensive against the border town of Uvira and the influx of Congolese Banyamulenge refugees have raised fears of infiltration by combatants and led to an intensification of ethnic rhetoric. According to the Réseau Europe-Afrique centrale (EurAc), this context has increased the risk of intimidation and repression for Burundian Tutsis in certain areas of the country.

By the end of July 2025, neighbouring countries were hosting approximately 322,000 Burundian refugees and applicants for international protection. While more than 250,000 refugees have returned to Burundi with the assistance of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) since 2017, this movement has slowed since 2022. Vulnerable host communities, limited access to livelihoods and basic services, and in some cases security and surveillance issues are affecting reintegration.

Several sources indicate that the country is experiencing severe socioeconomic conditions. Various shortages, particularly of fuel, as well as power cuts, are paralysing economic activity. Meanwhile, food prices are rising and inflation is reaching record levels. This economic decline is significantly impacting the humanitarian situation, with the health and education systems in freefall due to dilapidated infrastructure, a lack of resources, and a shortage of qualified personnel. The UN Special Rapporteur has noted persistent food insecurity, which is being exacerbated by several structural factors. Drinking water shortages in the west of the country have caused cholera epidemics in some localities in this region.

Table des matières

Résumé	2
Summary	3
Liste des sigles	6
Introduction	7
Carte du Burundi (avant juin 2025).....	9
Carte du Burundi (à partir de juin 2025)	10
1. Aperçu de la situation actuelle	11
1.1. Développements politiques	11
1.2. Situation des droits humains	12
1.3. Rôle des Imbonerakure	14
2. Typologie de la violence	15
2.1. Affrontements armés et explosions	16
2.2. Affrontements armés en RDC	16
2.2.1. Groupes rebelles burundais.....	16
2.2.2. Opérations militaires burundaises	17
2.3. Violations des droits humains	18
2.3.1. Disparitions forcées et cadavres	18
2.3.2. Arrestations et détentions arbitraires/torture et violences sexuelles	19
2.4. Justice populaire, sorcellerie, violence contre les femmes	20
3. Cibles de la violence	21
3.1. Cibles civiles	23
3.2. Opposants et dissidents.....	24
3.3. Presse et société civile.....	25
3.4. Tutsis, personnes ayant séjourné au Rwanda	26
4. Répartition géographique.....	28
5. Déplacements de la population.....	29
5.1. Réfugiés burundais	29
5.2. Rapatriement et réintégration	30
5.3. Réfugiés congolais au Burundi	32
6. Impact de la violence sur la vie quotidienne	33
Bibliographie	35

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
APRODH	Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues
BBB	Burundi Bwa Bose
CNDD-FDD	Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie
CNL	Congrès national pour la liberté
DPI	demandeur de protection internationale
EurAc	Réseau Europe-Afrique centrale
FAB/ex-FAB	Forces armées burundaises/ex-combattant des Forces armées burundaises
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FLN	Front de libération nationale
FMI	Fonds monétaire international
FNL	Forces nationales pour la libération
FOCODE	Forum pour la conscience et le développement
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
IDHB	Initiative pour les droits humains au Burundi
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
Ligue Iteka	Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka
M23	Mouvement du 23 mars
MSD	Mouvement pour la solidarité et la démocratie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
RDC	République démocratique du Congo
RED Tabara	Résistance pour un État de droit au Burundi Tabara
RFI	Radio France internationale
RSF	Reporters sans frontières
SNR	Service national de renseignement
USDOS	United States Department of State
VBG	violence basée sur le genre

Introduction

Le présent COI Focus dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Burundi. Il reprend les principaux développements qui ont eu lieu de février 2025 jusqu'à fin octobre 2025. Il s'agit d'une mise à jour du [COI Focus Burundi. Situation sécuritaire](#) du 14 février 2025.

L'analyse se compose de six chapitres. Le premier chapitre décrit les développements politiques et sécuritaires récents. Le deuxième chapitre examine la nature des violences, tandis que les cibles de la violence, civiles ou autres, sont identifiées dans le troisième chapitre. Le quatrième chapitre montre la répartition géographique des violences. Les déplacements de population, tant internes que vers les pays voisins, sont abordés dans le cinquième chapitre. Enfin, l'impact de la violence sur la vie quotidienne et sur les droits économiques et sociaux de la population burundaise est l'objet du dernier chapitre.

Suite à la tentative de coup d'État de mai 2015, les organes de presse indépendants ainsi que des organisations renommées de la société civile ont été l'objet de violences ou de mesures restrictives importantes. De nombreux journalistes et activistes ont pris la voie de l'exil¹. Le secrétaire général des Nations unies a constaté fin 2020 que la surveillance des droits humains au Burundi s'est érodée « du fait de l'absence de mécanismes, d'institutions, de voix et d'organisations indépendants consacrés à cette activité »². Human Rights Watch (HRW) relève la difficulté d'accès au pays pour les organisations internationales, les risques pour la sécurité des activistes burundais et la crainte des victimes et des témoins de subir des représailles³. Par conséquent, les informations indépendantes et objectives sont devenues plus difficilement accessibles. Dans ce document, le Cedoca s'est appuyé sur la presse burundaise indépendante, en particulier SOS Médias Burundi, une plateforme de journalistes burundais anonymes opérant dans le pays même⁴, ainsi que sur le journal Iwacu qui, d'après Reporters sans frontières (RSF), était déjà en novembre 2015 le « dernier média indépendant à paraître au Burundi »⁵. La situation de sécurité et des droits humains est également couverte par des organisations non gouvernementales (ONG) locales, telles que la Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka (Ligue Iteka) ou l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), et des organisations internationales comme HRW ou l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB). Enfin, les publications des différents organes onusiens, dont les rapports annuels du rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, constituent des sources supplémentaires⁶.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés⁷. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales⁸. Concernant le Burundi, à part quelques médias internationaux qui continuent d'y couvrir les développements politiques et sécuritaires, il s'agit notamment d'organisations pour la défense des droits humains telles que la Ligue

¹ ISS (Allison S.), 17/01/2017, [url](#) ; ACLED, *Burundi Sourcing Profile*, 11/2021, [url](#)

² Conseil de sécurité des Nations unies, 03/11/2020, p. 10, [url](#)

³ HRW, 18/05/2022, [url](#)

⁴ SOS Médias Burundi [site web], s.d., [url](#)

⁵ RSF, 16/11/2015, [url](#)

⁶ En septembre 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a mis en place une Commission d'enquête indépendante chargée d'investiguer sur les violations des droits humains au Burundi. En octobre 2021, le Conseil a décidé de mettre fin à cette Commission d'enquête et l'a remplacée par le mécanisme du rapporteur spécial. Ni la Commission d'enquête, ni le rapporteur spécial n'ont eu l'autorisation de se rendre au Burundi : Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 15/09/2021, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, [url](#)

⁷ ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

⁸ ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

Iteka, de médias burundais comme le journal Iwacu et de sites d'actualités et radios burundais animés depuis l'étranger tels que SOS Médias Burundi, Radio publique africaine (RPA) ou Inzamba⁹.

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site Internet de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)¹⁰. L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données¹¹. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, examine s'il est question de *civilian targeting*, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une estimation indicative¹² du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*¹³. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans ce document ont été demandés le 7 octobre 2025.

A l'issue des élections législatives de juin 2025, un nouveau découpage territorial administratif est entré en vigueur. Le nombre de provinces est passé de 18 à 5 et le nombre de communes de 119 à 42¹⁴. Ce document, qui couvre un intervalle chevauchant des périodes antérieures et postérieures à ce changement, utilise encore l'ancien découpage territorial en 18 provinces et, partant, les anciennes dénominations des provinces et communes. Des cartes représentant l'ancien et le nouveau découpage administratif se trouvent ci-dessous.

Dans ce document, le Cedoca reprend certains incidents représentatifs des différents types de violence recensés pendant la période couverte. Des inventaires plus détaillés des incidents sont repris dans la base de données de l'ACLED ainsi que dans les rapports mensuels de certaines associations burundaises, telles que la Ligue Iteka¹⁵, l'APRODH¹⁶ ou SOS-Torture Burundi¹⁷.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Burundi. S'il devait se produire des changements ou développements fondamentaux susceptibles de modifier considérablement la situation sur place, le Cedoca mettrait le présent document à jour aussi rapidement que possible.

⁹ ACLED, *Burundi Sourcing Profile*, 11/2021, [url](#)

¹⁰ ACLED, *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, [url](#)

¹¹ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

¹² L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts ». ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#) ; ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

¹³ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche : ACLED, 06/2023, [url](#)

¹⁴ Cabinet du président, 13/03/2023, [url](#) ; Burundi Eco (Niyibigira A.), 24/01/2025, [url](#)

¹⁵ Iteka [site web], s.d., [url](#)

¹⁶ APRODH [site web], s.d., [url](#)

¹⁷ SOS-Torture Burundi [blog], s.d., [url](#)

Carte du Burundi (avant juin 2025)¹⁸



¹⁸ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/09/2018, p. 258, [url](#)

Carte du Burundi (à partir de juin 2025)¹⁹



¹⁹ RGPHAE, 12/2024, [url](#)

1. Aperçu de la situation actuelle

1.1. Développements politiques

Dès son avènement en juin 2020, le président Évariste Ndayishimiye du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), a tenté de rétablir les relations avec la communauté internationale²⁰. Ainsi, l'Union européenne (UE) a mis fin aux sanctions financières à l'encontre du Burundi en février 2022²¹. En décembre 2023, la Belgique a approuvé un nouveau programme bilatéral de coopération à hauteur de 75 millions d'euros, le premier depuis l'interruption de l'aide directe en 2015²². Par ailleurs, le gouvernement burundais a limité toute collaboration avec les différents organes onusiens²³, dont le rapporteur spécial sur la situation des droits humains au Burundi qui n'est toujours pas autorisé à visiter le pays²⁴.

Suite à des attaques du mouvement rebelle Résistance pour un État de droit au Burundi (RED) Tabara à l'ouest du Burundi fin 2023 et début 2024, le Burundi a accusé le Rwanda de soutenir ce groupe armé²⁵. Le 11 janvier 2024, le Burundi a fermé la frontière et suspendu toutes ses relations avec le Rwanda²⁶. Les tensions entre les deux pays s'inscrivent également dans le contexte du conflit à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) où des troupes burundaises se sont alliées aux forces armées congolaises contre le Mouvement du 23 mars (M23), un groupe rebelle appuyé par le Rwanda²⁷.

En mars 2024, le ministre de l'Intérieur a exploité des tensions au sein du principal parti d'opposition, le Congrès national pour la liberté (CNL), et a reconnu une nouvelle direction composée de dissidents du parti qui ont écarté le président Agathon Rwasa²⁸. En janvier 2025, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a rejeté, pour les élections législatives de 2025, les listes de candidats d'une nouvelle coalition politique, Burundi Bwa Bose (BBB), sur lesquelles figuraient Agathon Rwasa et certains de ses fidèles²⁹. Le rapporteur spécial onusien souligne que « le principal regroupement d'opposition structuré autour d'Agathon Rwasa » est ainsi écarté³⁰.

Le Burundi a organisé plusieurs élections en 2025 : des élections législatives et communales (5 juin), des élections sénatoriales indirectes (23 juillet) et des élections locales ou collinaires (25 août)³¹. La prochaine élection présidentielle aura lieu en 2027.

HRW souligne que, tout au long de la période préélectorale, les Imbonerakure, le mouvement des jeunes du CNDD-FDD, se sont rendus coupables de multiples abus à l'égard de personnes perçues

²⁰ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 7, [url](#) ; HRW, 08/02/2022, [url](#) ; HRW, 22/09/2022, [url](#)

²¹ RFI, 09/02/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/06/2022, [url](#) ; RFI, 26/10/2022, [url](#)

²² Iwacu (Misago J.), 24/11/2023, [url](#) ; Burundi Eco (Nkurunziza G.), 29/12/2023, [url](#)

²³ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 7, 19-20, [url](#) ; HRW et al., 29/08/2024, [url](#)

²⁴ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 4, [url](#)

²⁵ Iwacu (Ntakirutimana P.), 29/12/2023, [url](#) ; RFI, 13/01/2024, [url](#) ; RFI, 12/05/2024, [url](#)

²⁶ SOS Médias Burundi, 11/01/2024, [url](#)

²⁷ RFI, 28/08/2023, [url](#) ; Jeune Afrique (Gras R.), 29/01/2024, [url](#) ; RFI, 13/01/2024, [url](#)

²⁸ Jeune Afrique, 11/03/2024, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 18/03/2024, [url](#)

²⁹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 7, [url](#) ; RFI, 02/01/2025, [url](#) ; Le Monde, 02/01/2025, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F. et al.), 03/01/2025, [url](#)

³⁰ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, pp. 8-9, [url](#)

³¹ Iwacu (Manirakiza F. et al.), 19/10/2024, [url](#)

comme opposées au parti au pouvoir, y compris des meurtres, des disparitions forcées, des arrestations arbitraires, des intimidations et agressions et des actes d'extorsion³².

Le 5 juin 2025, les élections législatives et communales ont eu lieu « dans un contexte de restrictions sévères à la liberté d'expression et de l'espace politique », selon HRW. Des électeurs ont témoigné à HRW et à des représentants de la société civile burundaise des intimidations, harcèlements et menaces de la part de responsables du CNDD-FDD et des Imbonerakure à l'égard de la population lors du scrutin pour qu'ils votent pour le parti au pouvoir³³. Le CNDD-FDD a remporté 96,5 % des voix. Il s'est assuré de la totalité des sièges à l'Assemblée nationale ainsi que de la quasi-totalité des sièges au niveau communal, consolidant de la sorte encore davantage son contrôle politique³⁴. Plusieurs partis de l'opposition ainsi que l'Église catholique ont dénoncé de nombreuses irrégularités lors des élections³⁵.

Selon les médias locaux, des irrégularités ont également marqué les élections collinaires du 25 août 2025. Bien que les candidats aux élections locales se présentent de manière indépendante, et non en tant que membres d'un parti, plusieurs de ces candidats, majoritairement issus de l'opposition, ont été exclus. Des témoins, y compris des militants du parti au pouvoir, ont dénoncé une « élection jouée d'avance »³⁶. SOS Médias Burundi indique que le CNDD-FDD et les Imbonerakure ont orchestré en toute impunité des « fraudes massives, arrestations ciblées et intimidations » lors d'un scrutin à faible participation³⁷. Un politologue burundais a relevé « une ingérence énorme du parti au pouvoir »³⁸.

Suite à ces différentes élections, plusieurs sources font état de « la disparition du pluralisme institutionnel »³⁹, de « monopartisme », ou encore d'« une sorte de parti-État à tous les niveaux »⁴⁰.

1.2. Situation des droits humains

Depuis son élection en 2020, le président Ndayishimiye a annoncé à plusieurs reprises des réformes du système judiciaire et un renforcement de la lutte contre la corruption et les violations des droits humains⁴¹. En 2023, des sources, comme le rapporteur spécial onusien et l'IDHB, ont noté une diminution relative des violations graves commises par les forces de l'ordre et les Imbonerakure⁴². Toutefois, ces mêmes sources soulignent, tout comme de nombreuses sources non gouvernementales burundaises et internationales, la persistance de nombreux problèmes structurels au niveau des droits humains, économiques et sociaux⁴³. Dans son rapport d'août 2025, le rapporteur spécial relève « des préoccupations persistantes concernant l'état de droit, l'espace démocratique, les libertés

³² HRW, 12/06/2025, [url](#)

³³ HRW, 12/06/2025, [url](#)

³⁴ Iwacu (Igiraneza J. B. et al.), 13/06/2025, [url](#)

³⁵ Iwacu (Manirakiza F.), 06/06/2025, [url](#) ; HRW, 12/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Bubanza : Fraude électorale massive* [...], 12/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Burunga : de lourdes accusations* [...], 12/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/06/2025, [url](#)

³⁶ SOS Médias Burundi, 04/07/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/08/2025, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza J. N.), 17/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/08/2025, [url](#)

³⁷ SOS Médias Burundi, 28/08/2025, [url](#) ; Iwacu (Gateretse D. et al.), 30/08/2025, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 25/08/2025, [url](#)

³⁸ Iwacu (Manirakiza F.), 16/08/2025, [url](#)

³⁹ Mail & Guardian (Kaburahe A., Mudge L.), 02/09/2025, [url](#)

⁴⁰ Les Carnets d'Antoine Kaburahe [blog], 31/07/2025, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 16/08/2025, [url](#)

⁴¹ IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F., Ndabashinze R.), 20/06/2022, [url](#)

⁴² IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; IDHB, 09/2023, pp. 10-11, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, pp. 6, 9-10, [url](#)

⁴³ IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 10, [url](#) ; ACAT Burundi et al., 20/08/2025, [url](#)

fondamentales et la protection des personnes vulnérables » dans « un environnement où l'impunité, la marginalisation des voix critiques, les restrictions aux libertés publiques et les violations graves des droits humains demeurent préoccupantes »⁴⁴.

Plusieurs experts indépendants mandatés par les Nations unies ont relevé, depuis fin 2023, une « recrudescence alarmante » des exactions à l'égard des défenseurs des droits humains et des opposants politiques. Les auteurs de ces actes de violence sont des agents étatiques ou « des personnes agissant sous l'acquiescement ou avec le soutien du gouvernement burundais », notamment des membres du Service national des renseignements (SNR), de la police et des Imbonerakure. A l'approche du cycle électoral de 2025, le climat s'est détérioré par des violences visant à influencer les résultats en faveur du parti au pouvoir⁴⁵. Dans son rapport de septembre 2024, le rapporteur spécial souligne que l'impunité « est induite et entretenue par l'appareil judiciaire ». Ce dernier est atteint par la corruption et souffre d'un manque d'indépendance en raison de l'ingérence de l'exécutif ainsi que d'une insuffisance de ressources⁴⁶. Le rapporteur spécial signale la sélectivité des poursuites, qui concernent des crimes de droit commun plutôt que politiques⁴⁷.

Dans un communiqué d'août 2025, un collectif d'ONG burundaises et internationales a rappelé que le gouvernement n'a réalisé aucune réforme structurelle au niveau des droits humains, de la gouvernance et de la justice, et que les problèmes persistent : des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des arrestations et détentions arbitraires, des actes de torture, des violences sexuelles et des atteintes aux droits à la liberté d'opinion, d'expression et d'association ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels. Ce collectif ajoute que la justice est systématiquement instrumentalisée contre l'opposition et d'autres voix critiques et indépendantes⁴⁸. Le rapporteur spécial onusien signale la persistance de pressions politiques dans des affaires judiciaires à caractère sensible et l'absence de toute réforme substantielle au niveau de l'indépendance de la magistrature⁴⁹.

Dans un rapport de mai 2025 sur la situation préélectorale au Burundi, le Réseau Europe-Afrique centrale (EurAc), regroupant plusieurs ONG actives en Afrique centrale, maintient que « la répression demeure ciblée, avec un contrôle renforcé de l'espace civique, incluant des intrusions dans les espaces privés de communication ». Selon cette organisation, il en résulte au sein de la société civile burundaise « une parole extrêmement prudente et le recours à des stratégie[s] de dissimulation » afin de ne pas être perçu comme suspect par le pouvoir en place⁵⁰.

Les défections de hauts fonctionnaires à l'étranger se sont multipliées, d'après Radio France internationale (RFI)⁵¹, avec la fuite entre janvier et avril 2025 du président de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) ainsi que de commissaires de la Commission vérité et réconciliation (CVR)⁵². Le rapporteur spécial onusien note « un rétrécissement préoccupant de l'espace civique et institutionnel »⁵³. Selon un collectif d'ONG burundaises et internationales, ces incidents montrent que « même d'anciens responsables craignent pour leur intégrité physique et ne font pas confiance aux institutions nationales, telles que le pouvoir judiciaire, pour les protéger »⁵⁴.

⁴⁴ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 4, [url](#)

⁴⁵ Citroni G. et al., 29/04/2025, pp. 2-4, [url](#) ; HCDH, 01/09/2025, [url](#)

⁴⁶ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 4, [url](#)

⁴⁷ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 11, [url](#)

⁴⁸ ACAT Burundi et al., 20/08/2025, [url](#)

⁴⁹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 5, [url](#)

⁵⁰ EurAc, 16/05/2025, pp. 29, 31, [url](#)

⁵¹ RFI, 04/12/2024, [url](#)

⁵² Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), 25/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/04/2025, [url](#) ; RFI, 24/04/2025, [url](#)

⁵³ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, pp. 6-7, [url](#)

⁵⁴ ACAT Burundi et al., 20/08/2025, [url](#)

1.3. Rôle des Imbonerakure

Plusieurs sources ont souligné la connivence entre les services de sécurité et les Imbonerakure. Ceux-ci ont occupé une place de plus en plus importante dans l'« appareil répressif », par exemple en dominant les « comités mixtes de sécurité », actifs sur toutes les collines⁵⁵, qui se sont mués en organes de surveillance de la population⁵⁶.

L'IDHB a constaté qu'en 2022, dans un grand nombre de provinces, les Imbonerakure ont fait preuve de plus de retenue face aux militants de l'opposition. Toutefois, cette même source a indiqué que les pouvoirs excessifs des Imbonerakure n'ont pas été réduits partout à égale mesure⁵⁷. L'IDHB précise que la conduite des Imbonerakure dépend du contexte local et de l'attitude des dirigeants locaux du CNDD-FDD. Certaines communes restent épargnées de violations importantes, alors qu'en d'autres endroits les Imbonerakure « ont repris leurs anciennes habitudes », parfois en connivence avec les forces de l'ordre ou les autorités. Ils continuent d'y exercer des fonctions de sécurité et à arrêter de présumés auteurs de crimes⁵⁸. Le rapporteur spécial note en juillet 2024 que les Imbonerakure « ont toute latitude pour torturer et intimider la population », en particulier les voix dissidentes⁵⁹.

Pendant la période couverte par ce document, les médias indépendants ont rapporté des crimes contre des civils attribués à des Imbonerakure, dont des attaques physiques⁶⁰, des cas de mauvais traitements et de torture⁶¹ et des assassinats⁶². Dans certains cas, les auteurs des crimes ont été arrêtés et jugés⁶³. Ainsi, SOS Médias Burundi a qualifié de « verdict rare » la peine de 20 ans prononcée en mai 2025 contre un Imbonerakure accusé de meurtre⁶⁴. Dans d'autres cas, la population a dénoncé l'impunité dont jouissent certains agents étatiques et Imbonerakure ou l'inaction des autorités locales face à ces crimes⁶⁵.

Suite à une formation paramilitaire d'Imbonerakure en août 2024 dans la province de Cibitoke en vue d'un déploiement à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le rapporteur spécial onusien fait état d'une militarisation accrue du mouvement des jeunes du CNDD-FDD⁶⁶. Au cours des années précédentes ainsi qu'en février et mars 2025, des sources ont rapporté de tels entraînements paramilitaires, en particulier dans cette province limitrophe de la RDC⁶⁷.

⁵⁵ La division administrative inférieure s'appelle colline en zone rurale et quartier en zone urbaine.

⁵⁶ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/09/2018, pp. 83-86, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 16/09/2020, pp. 63-65, [url](#) ; HRW, 27/04/2020, [url](#)

⁵⁷ IDHB, 02/2023, pp. 10, 19-20, [url](#)

⁵⁸ IDHB, 03/2022, p. 11, [url](#) ; IDHB, 09/2023, p. 22, [url](#)

⁵⁹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 4, [url](#)

⁶⁰ SOS Médias Burundi, 26/08/2025, [url](#)

⁶¹ SOS Médias Burundi, 26/06/2025, [url](#)

⁶² SOS Médias Burundi, 19/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/10/2025, [url](#)

⁶³ SOS Médias Burundi, 02/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/07/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/09/2025, [url](#)

⁶⁴ SOS Médias Burundi, 20/05/2025, [url](#)

⁶⁵ SOS Médias Burundi, 10/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/07/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/04/2025, [url](#)

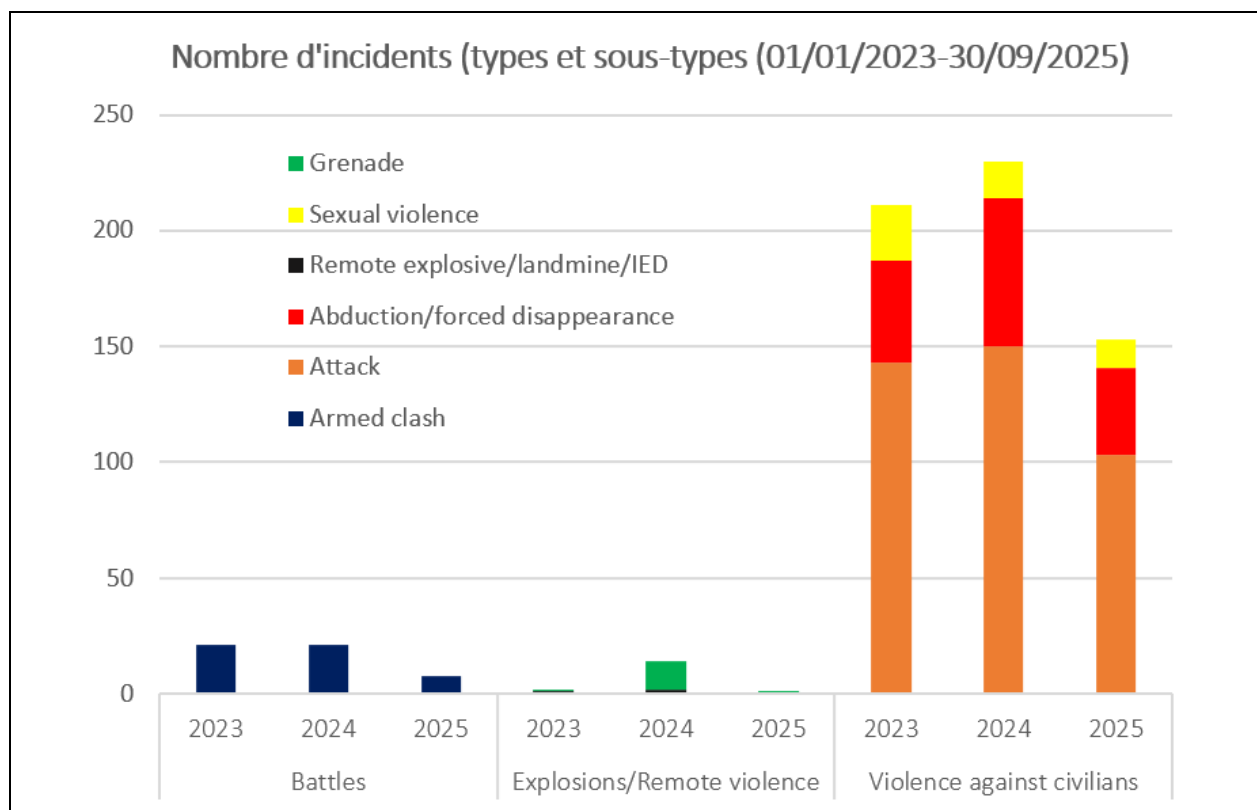
⁶⁶ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 2, [url](#)

⁶⁷ IDHB, 07/2022, pp. 27-28, [url](#) ; IDHB, 02/2023, p. 13, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/07/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/03/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/03/2025, [url](#)

2. Typologie de la violence

Depuis 2020, l'ACLED a relevé les données suivantes concernant le nombre d'incidents violents (qui sont de trois types : *battles*, *explosions/remote violence*, *violence against civilians*)^{68,69}:

- En 2020, l'ACLED a dénombré 495 incidents dont 413 qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2021, l'ACLED a recensé 520 incidents dont 446 qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2022, l'ACLED a répertorié 331 incidents dont 281 qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2023, l'ACLED a enregistré 234 incidents, dont 21 comme *battles*, 2 comme *explosions/remote violence* et 211 comme *violence against civilians*.
- En 2024, l'ACLED a répertorié 261 incidents, dont 21 comme *battles*, 14 comme *explosions/remote violence* et 226 comme *violence against civilians*.
- De début janvier à fin septembre 2025, l'ACLED a dénombré 162 incidents, dont 8 comme *battles*, 1 comme *explosions/remote violence* et 153 comme *violence against civilians*.



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 30/09/2025⁷⁰

⁶⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

⁶⁹ Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED : CGVS, 21/05/2019, [url](#)

⁷⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

En 2022 et 2023, les données de l'ACLED indiquent une baisse nette du nombre d'incidents violents, y compris de la violence contre les civils. En 2024, le nombre d'incidents répertoriés était légèrement à la hausse par rapport à 2023, une tendance qui a continué pendant la première moitié de 2025 (en pleine période préélectorale et électorale), alors que le nombre d'incidents a baissé de nouveau lors des mois de juillet, août et septembre 2025. Les violences dirigées contre les civils constituent la grande majorité des incidents. Il s'agit en particulier d'attaques physiques, mais l'ACLED a aussi recensé des dizaines d'enlèvements et disparitions forcées ainsi que des cas de violence sexuelle. Ces violences contre des civils sont majoritairement attribuées aux Imbonerakure, aux forces de l'ordre (en particulier la police et le SNR, et dans une moindre mesure l'armée) et à des groupes non identifiés⁷¹.

2.1. Affrontements armés et explosions

Les *battles* recensés par l'ACLED entre 2023 et 2025 sont principalement des affrontements armés, parfois meurtriers, opposant l'armée à des groupes armés rwandais implantés dans la forêt de la Kibira dans le nord-ouest du pays, notamment des éléments du Front de libération nationale (FLN⁷²) ou des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). D'après des déclarations de l'armée burundaise, des opérations militaires contre ces groupes armés ont tué plus de 100 combattants ainsi que dix soldats burundais entre mars et mai 2025. Plusieurs autres rebelles ont été blessés ou capturés. L'ACLED s'appuie pour cette information sur SOS Médias Burundi, la seule source à rapporter ces affrontements⁷³. D'autres affrontements armés faisant un grand nombre de victimes civiles au cours des années précédentes consistaient en des attaques du groupe rebelle RED Tabara en décembre 2023 et en février 2024 à l'ouest du pays, dans des localités limitrophes de la RDC⁷⁴. De telles attaques par des groupes rebelles burundais sur le territoire burundais ne se sont plus produites depuis lors.

Les autres *battles* recensés par l'ACLED sont des altercations entre Imbonerakure, entre des Imbonerakure et des agents des forces de l'ordre ou entre des opposants et des Imbonerakure. Il s'agit d'une vingtaine d'incidents entre début 2023 et fin septembre 2025 faisant relativement peu de morts (entre 0 et 3)⁷⁵.

Les quelques *explosions* recensées par l'ACLED concernent des attaques à la grenade, souvent perpétrées, pour des motifs inconnus, par des auteurs non identifiés.

2.2. Affrontements armés en RDC

2.2.1. Groupes rebelles burundais

Deux groupes rebelles burundais restent actifs à l'est de la RDC. La RED Tabara comprenait fin 2023 entre 500 à 800 combattants, d'après le journal Le Monde⁷⁶. Alors qu'en 2020 et 2021, ce groupe armé a revendiqué plusieurs attaques et affrontements avec les forces armées burundaises sur le territoire burundais⁷⁷, aucune incursion au Burundi n'a été recensée par l'ACLED ou par d'autres

⁷¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

⁷² Le FLN ne doit pas être confondu avec les Forces nationales pour la libération (FNL) du général Aloys Nzabampema, un groupe rebelle burundais basé à l'est de la RDC (voir [2.2. Affrontements armés en RDC](#)), ou avec l'ancien parti politique FNL, rebaptisé CNL en 2019.

⁷³ SOS Médias Burundi, 09/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 31/05/2025, [url](#)

⁷⁴ Le Monde, 23/12/2023, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A., Ntakirutimana P.), 26/02/2024, [url](#)

⁷⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

⁷⁶ Le Monde, 23/12/2023, [url](#)

⁷⁷ IDHB, 07/2022, pp. 21-23, [url](#)

sources entre début février 2022 et fin 2023⁷⁸. L'IDHB a précisé que la capacité de la RED Tabara « à provoquer une insécurité à grande échelle ou soutenue au Burundi semble limitée ». Néanmoins, le mouvement rebelle reste « une bête noire », une menace au pouvoir du CNDD-FDD⁷⁹. Cette perception est accentuée par les attaques surprises du groupe armé dans des localités à l'ouest du Burundi en décembre 2023 et février 2024 qui ont tué plusieurs civils et membres des forces de sécurité⁸⁰. Toutefois, les sources consultées par le Cedoca n'ont documenté aucune activité de la RED Tabara sur le territoire burundais depuis lors.

Le Groupe d'experts onusien indique dans ses rapports de 2024 et 2025 que, depuis fin 2022, le Rwanda a renouvelé son soutien à la RED Tabara⁸¹. Ce groupe armé-ci s'est allié au M23, dont il est devenu « un supplétif »⁸². Début 2025, le président Ndayishimiye a accusé le Rwanda d'utiliser la RED Tabara comme une force de procréation afin de déstabiliser le Burundi. En mars 2025, les deux pays auraient conclu un accord de non-agression, d'après le Groupe d'experts⁸³.

Les Forces nationales pour la libération (FNL) dirigées par le général Aloys Nzabampema constituent l'autre groupe rebelle burundais présent à l'est de la RDC. Les sources consultées ne mentionnent aucune incursion ou attaque de ce groupe armé sur le territoire burundais depuis début 2020. Le gouvernement burundais a déclaré au Groupe d'experts onusien avoir mené des opérations de traque contre une alliance des FNL et de la RED Tabara en février 2024⁸⁴. Parmi les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune information plus récente à propos de ce groupe armé.

2.2.2. Opérations militaires burundaises

Plusieurs sources rapportent depuis une dizaine d'années des incursions de militaires burundais appuyés par des Imbonerakure dans la province du Sud-Kivu en RDC⁸⁵. En août 2022, un accord bilatéral conclu avec le gouvernement congolais a officialisé le déploiement de troupes de la Force de défense nationale du Burundi (FDNB) dans cette zone⁸⁶. Selon SOS Médias Burundi, le Burundi a déployé quelque 10.000 militaires à l'est de la RDC⁸⁷.

Dans la province du Nord-Kivu, des troupes burundaises ont lutté aux côtés de l'armée congolaise, appuyée par une coalition de mouvements armés locaux, contre l'alliance du M23 et d'autres groupes armés soutenus par l'armée rwandaise⁸⁸. Selon SOS Médias Burundi, en janvier 2025, l'hôpital militaire de Kamenge à Bujumbura a été débordé par l'afflux de dizaines de soldats blessés lors des combats contre le M23⁸⁹. Certaines sources font état de centaines de victimes. L'armée burundaise ne communique pas sur le nombre de militaires tués qui, d'après SOS Médias Burundi, sont enterrés sans

⁷⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

⁷⁹ IDHB, 07/2022, pp. 23-24, [url](#)

⁸⁰ Le Monde, 23/12/2023, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A., Ntakirutimana P.), 26/02/2024, [url](#)

⁸¹ Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 40-41, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 03/07/2025, p. 11, [url](#)

⁸² Nations unies - Conseil de sécurité, 27/12/2024, p. 24, [url](#)

⁸³ BBC, 25/03/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 03/07/2025, p. 45, [url](#)

⁸⁴ Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, p. 22, [url](#)

⁸⁵ IDHB, 07/2022, pp. 4-5, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 14/06/2022, pp. 3, 36, [url](#)

⁸⁶ Nations Unies - Conseil de sécurité, 16/12/2022, p. 21, [url](#) ; IDHB, 12/2023, pp. 8-9, [url](#)

⁸⁷ SOS Médias Burundi, 03/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/10/2025, [url](#)

⁸⁸ RFI, 28/08/2023, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 2-3, [url](#)

⁸⁹ SOS Médias Burundi, 22/01/2025, [url](#)

informer les familles⁹⁰. Suite à la prise de Goma, capitale du Nord-Kivu, par le M23 en janvier 2025, l'armée burundaise a redéployé toutes ses troupes au Sud-Kivu, selon SOS Médias⁹¹.

Dans le Sud-Kivu, les troupes burundaises ont principalement visé les rebelles de la RED Tabara⁹². En mars 2022, un ancien officier burundais a déclaré à l'IDHB que l'armée, étant incapable de détruire le groupe rebelle, est engagée dans une « guerre d'usure » dont l'objectif est de réduire ses capacités de mener des opérations au Burundi⁹³. Le Groupe d'experts onusien a signalé des affrontements entre janvier et avril 2025 entre l'armée burundaise et ses alliés congolais d'une part et la RED Tabara et d'autres mouvements armés alliés d'autre part⁹⁴. En septembre et octobre 2025, SOS Médias Burundi rapporte un renforcement important des positions de l'armée burundaise dans certaines zones stratégiques du Sud-Kivu en anticipation à une éventuelle offensive du M23 sur Uvira, ville congolaise limitrophe du Burundi⁹⁵.

L'IDHB et des organisations congolaises ont dénoncé des violations des droits humains de la part de militaires burundais et d'Imbonerakure envers la population congolaise, dont des violences sexuelles et des enlèvements⁹⁶. L'IDHB a également recueilli des témoignages sur des violences sexuelles perpétrées par des membres des groupes rebelles burundais, la RED Tabara et les FNL⁹⁷.

2.3. Violations des droits humains

En raison de l'ampleur des abus et de la difficulté à les documenter, HRW et l'IDHB indiquent que le nombre recensé de violations des droits humains ne représente probablement qu'une fraction du nombre réel⁹⁸. Par ailleurs, l'IDHB et le rapporteur spécial onusien ont noté une diminution relative des violations depuis l'avènement du président Ndayishimiye, tout en signalant que, dans un contexte de large impunité et d'absence de réformes structurelles, ces violations continuent⁹⁹.

2.3.1. Disparitions forcées et cadavres

Dans une note de plaidoyer de janvier 2025, l'organisation Tournons la page décrit les disparitions forcées comme « un outil de répression généralisé au Burundi depuis 2015 », ciblant entre autres des défenseurs des droits humains, journalistes, membres des partis de l'opposition, anciens militaires (ex-combattants des Forces armées burundaises, dits ex-FAB) « et même des agents liés aux crimes du régime ». Comme principaux responsables, l'organisation cite les services de sécurité, notamment la police et le SNR, souvent appuyés par les Imbonerakure¹⁰⁰.

Entre l'investiture du gouvernement du président Ndayishimiye le 30 juin 2020 et le 31 décembre 2024, plus de 170 cas de disparitions forcées ont été documentés, tandis que l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT Burundi) a recensé 40 disparitions forcées entre août

⁹⁰ SOS Médias Burundi, 24/01/2025, [url](#) ; Iwacu (Gateretse D.), 16/01/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 21-22, 177, [url](#)

⁹¹ SOS Médias Burundi, 17/07/2025, [url](#)

⁹² RFI, 28/08/2023, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 2-3, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/08/2022, [url](#)

⁹³ IDHB, 07/2022, pp. 16-19, 24-25, [url](#)

⁹⁴ Nations unies - Conseil de sécurité, 03/07/2025, p. 44, [url](#)

⁹⁵ SOS Médias Burundi, 03/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/10/2025, [url](#)

⁹⁶ SOS Médias Burundi, 15/08/2022, [url](#) ; IDHB, 07/2022, pp. 16, 21, [url](#) ; IDHB, 12/2023, pp. 4, 14-18, [url](#)

⁹⁷ IDHB, 12/2023, pp. 18-20, [url](#)

⁹⁸ IDHB, 03/2022, p. 5, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

⁹⁹ IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; IDHB, 09/2023, pp. 10-11, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, pp. 6, 9-10, [url](#)

¹⁰⁰ Tournons la page, 15/01/2025, p. 2, [url](#)

2024 et juin 2025, dont 22 dans la ville de Bujumbura. Des experts indépendants onusiens relèvent une recrudescence du phénomène à l'approche des élections de 2025, ciblant principalement des militants de l'opposition, souvent après une arrestation par le SNR ou la police, avec dans plusieurs cas des Imbonerakure comme complices. Dans la majorité des cas, les auteurs des enlèvements sont inconnus, agissant en toute impunité. Certains disparus auraient été retrouvés morts dans des prisons après avoir subi des tortures ou après avoir été privés de soins sanitaires et médicaux¹⁰¹.

Du 1^{er} janvier au 24 août 2025, la Ligue Iteka a répertorié 139 personnes tuées par des gens non identifiés et dont le cadavre a été retrouvé dans l'espace public. Souvent, les autorités administratives, en collaboration avec les Imbonerakure, « enterrent rapidement ces cadavres sans suivre les procédures appropriées ». Selon la Ligue Iteka, ces disparitions et assassinats constituent des mesures répressives de la part d'agents étatiques afin de renforcer le contrôle sur la population¹⁰².

Depuis plusieurs années, SOS Médias Burundi rapporte régulièrement la découverte de cadavres dans la province frontalière de Cibitoke dans le nord-ouest du pays. Parfois les victimes ont été ligotées et montrent des traces de violence. Certaines victimes portent des uniformes militaires burundais ou congolais, ce qui a conduit SOS Médias à suspecter un lien avec le conflit à l'est de la RDC et des mouvements transfrontaliers. Souvent les cadavres sont hâtivement enterrés par les autorités locales sans aucune enquête. La population a également accusé des Imbonerakure d'être responsables de certains de ces assassinats¹⁰³.

SOS Médias Burundi parle début septembre 2025 d'une « vague de violences inquiétantes » dans la province centrale de Gitega, avec des dizaines de personnes tuées en 2025 « dans des circonstances obscures », « des corps retrouvés pendus à des arbres, dans leurs maisons ou allongés dans les rivières, renforçant la peur et la colère de la population ». Cette source attribue ces morts, entre autres, à des règlements de comptes ainsi qu'à la justice populaire qui témoigne d'une « perte de confiance inquiétante envers les institutions judiciaires et sécuritaires ». Pour d'autres crimes, les auteurs et les motifs restent inconnus¹⁰⁴.

2.3.2. Arrestations et détentions arbitraires/torture et violences sexuelles

Dans son rapport d'août 2025, le rapporteur spécial onusien note « une augmentation notable des arrestations arbitraires, en particulier dans le contexte de la mobilisation politique ». Des accusations vagues telles que « menace à la sûreté de l'Etat » servent de motif pour l'arrestation de militants de l'opposition, de défenseurs des droits humains et de journalistes. Des détentions préventives sont utilisées comme moyen d'intimidation. La police, le SNR ou les Imbonerakure sont souvent responsables de ces détentions illégales¹⁰⁵.

SOS Médias Burundi rapporte quelques grandes actions policières ciblant des centaines de personnes, dont certaines ne sont libérées qu'après paiement d'une amende. Il s'agit d'opérations de contrôle

¹⁰¹ Citroni G. et al., 29/04/2025, pp. 2-4, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 11, [url](#)

¹⁰² Ligue Iteka, 09/2025, pp. 5-6, 10-11, [url](#)

¹⁰³ SOS Médias Burundi, 11/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/07/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/10/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/10/2025, [url](#)

¹⁰⁴ SOS Médias Burundi, 19/03/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/10/2025, [url](#)

¹⁰⁵ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, pp. 11-12, [url](#)

d'identité, comme à Nyanza-Lac (province de Makamba) en mars 2025¹⁰⁶, ou de mesures contre des collaborateurs du transport public qui protestent contre les tarifs officiels ou tentent de les contourner, comme à Bujumbura en juillet 2025¹⁰⁷.

Le rapporteur spécial onusien fait également état de « pratiques persistantes de torture et de mauvais traitements », souvent dans le cadre « d'interrogatoires ou de mesures punitives [...] généralement dans des lieux de détention non officiels ou lors de détentions au secret ». Ainsi, il indique que début octobre 2024, trois membres présumés de la RED Tabara auraient été torturés et tués dans un centre de détention dans la province de Cibitoke dans le nord-ouest du pays¹⁰⁸.

La société civile burundaise a dénombré plus de 100 actes de violence politique et de torture basés sur le genre en 2024, selon les experts indépendants onusiens. Des jeunes filles et des femmes majeures ont été victimes de viols, ayant parfois entraîné la mort ou une grossesse. Certains auteurs appréhendés auraient bénéficié d'une liberté provisoire et se seraient volatilisés, parfois avec le soutien de membres du parti au pouvoir¹⁰⁹.

2.4. Justice populaire, sorcellerie, violence contre les femmes

Les médias burundais Iwacu et SOS Médias Burundi ont rapporté plusieurs cas, parfois extrêmement violents, de justice populaire contre des présumés voleurs, de meurtres pour sorcellerie ainsi que des cas de féminicide. Ces sources estiment que l'impunité donne lieu à ce type de violences. Derrière ces actes se cachent souvent des conflits d'une autre nature, comme des litiges fonciers, des règlements de compte interpersonnels ou l'appât du gain.

En mars et juin 2025, des présumés voleurs ont été torturés et mis à mort par des habitants ou par des Imbonerakure, selon SOS Médias Burundi et Iwacu. Lors d'un de ces incidents, les autorités locales étaient même présentes¹¹⁰.

Le 30 juin 2025, dans la localité de Gasarara à l'ouest du pays, 7 personnes accusées de sorcellerie ont été lynchées puis brûlées vives. Plusieurs suspects ont été arrêtés¹¹¹. Selon SOS Médias Burundi, les victimes ont été tuées par une foule menée par des Imbonerakure¹¹². A la mi-août 2025, Iwacu compte encore 8 autres personnes tuées suite à des accusations de sorcellerie dans trois communes à l'ouest du pays¹¹³.

En août 2025, Iwacu fait état d'une recrudescence des meurtres de femmes dans le sud du pays, avec au moins cinq cas sur une période d'un mois. Les autorités locales ont affirmé avoir appréhendé la plupart des auteurs de ces meurtres¹¹⁴. SOS Médias Burundi relève également de nombreuses autres violences basées sur le genre, d'abord de nature économique, notamment des femmes exclues des décisions économiques et des ressources du ménage. Des violences physiques, psychologiques et sexuelles, sont largement sous-déclarées, selon cette source¹¹⁵.

¹⁰⁶ SOS Médias Burundi, 06/03/2025, [url](#)

¹⁰⁷ SOS Médias Burundi, 01/08/2025, [url](#)

¹⁰⁸ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, pp. 3, 10-11, [url](#)

¹⁰⁹ Citroni G. et al., 29/04/2025, p. 4, [url](#)

¹¹⁰ Iwacu (Nzorubonanya F.), 22/03/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/06/2025, [url](#)

¹¹¹ Iwacu (Devis G.), 02/07/2025, [url](#)

¹¹² SOS Médias Burundi, 02/07/2025, [url](#)

¹¹³ Iwacu (Bahati J.), 17/08/2025, [url](#)

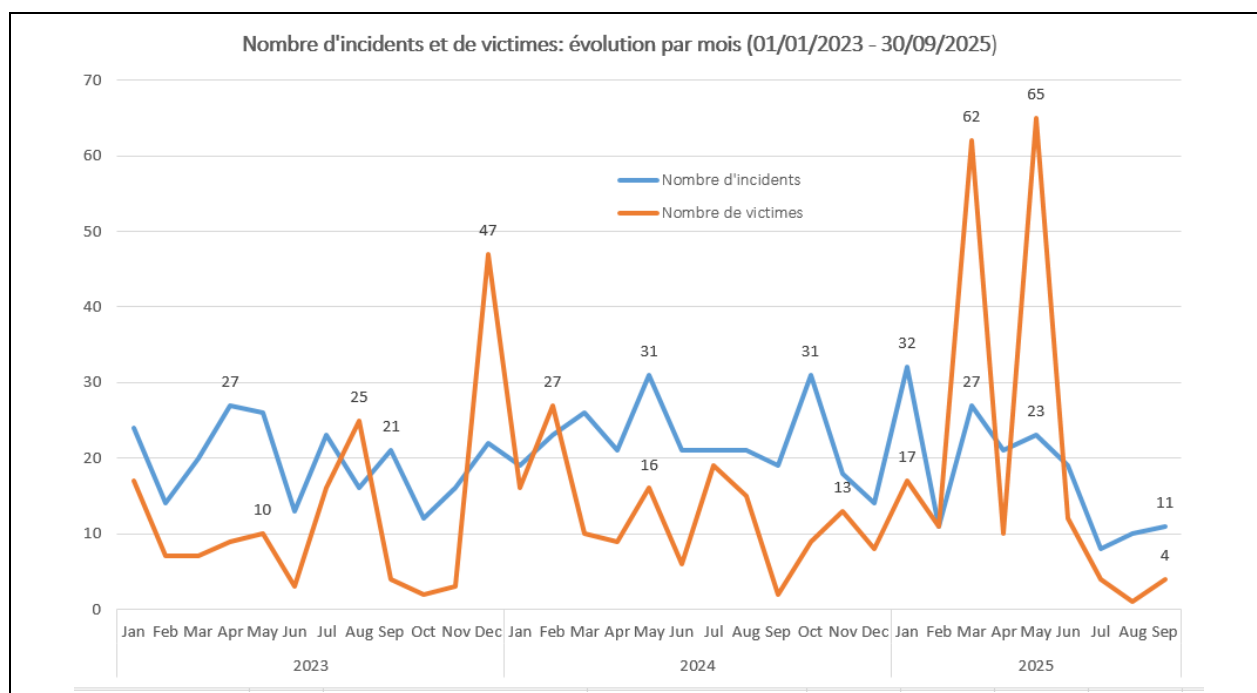
¹¹⁴ Iwacu (Nzorubonanya F.), 12/08/2025, [url](#)

¹¹⁵ SOS Médias Burundi, 06/07/2025, [url](#)

3. Cibles de la violence

Des organisations de défense des droits humains indiquent que le nombre de violations et de victimes est compliqué à déterminer en raison de la difficulté d'accès au pays pour les organisations internationales, de la crainte des victimes et témoins de subir des représailles, de la peur généralisée au sein de la population et de la surveillance des membres de la société civile et de la presse¹¹⁶.

Le graphique suivant montre l'évolution du nombre des incidents et des victimes depuis début 2023 jusque fin septembre 2025. Les pics élevés observés en août et décembre 2023, en janvier 2024 ainsi qu'en mars et mai 2025 sont dus à des affrontements entre l'armée et des groupes armés rwandais au nord-ouest, ainsi qu'à des attaques du groupe rebelle burundais RED Tabara à l'ouest du pays.



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 30/09/2025¹¹⁷

Le tableau suivant montre le nombre de morts par type d'incidents recensés depuis 2020 par l'ACLED :

Type d'incident	Personnes tuées					
	2020	2021	2022	2023	2024	jan-sept 2025
Battles	133	71	101	66	36	112
Explosions (grenades)	9	22	4	1	14	1
Violence against civilians	176	192	142	83	97	73
Total	318	285	247	150	147	186

Tableau réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2020 – 30/09/2025¹¹⁸

¹¹⁶ HRW, 18/09/2018, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

¹¹⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

¹¹⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

La Ligue Iteka publie régulièrement des chiffres sur les victimes des violences au Burundi. Comme le total de personnes tuées recensé par la Ligue Iteka comprend aussi des victimes de crimes de droit commun (règlements de compte, justice populaire), le Cedoca ne retient ci-dessous que les personnes tuées par des agents étatiques ou des auteurs inconnus et dans le cadre d'affrontements armés. Cette association fournit également des chiffres sur les disparitions, la torture, les violences basées sur le genre (VBG) et les arrestations arbitraires.

Le nombre de personnes tuées recensé par la Ligue Iteka est systématiquement supérieur à celui avancé par l'ACLED. Il est difficile d'interpréter ces divergences. L'ACLED relève que les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis, susceptibles de manipulations, d'exagérations ou de sous-estimations¹¹⁹.

En 2020, la Ligue Iteka a dénombré 351 personnes tuées par des agents étatiques, des auteurs non identifiés ou lors d'attaques à main armée¹²⁰. L'organisation a répertorié 388 victimes en 2021¹²¹, 375 en 2022¹²² et 296 en 2023¹²³.

En 2024, la Ligue Iteka a attribué la mort de 287 personnes soit à des agents étatiques (44 dont 15 victimes d'exécutions extrajudiciaires), soit à des auteurs inconnus (215), soit à des attaques armées (28). L'organisation a répertorié 235 arrestations arbitraires, 38 enlèvements et disparitions forcées, 36 cas de tortures et 144 cas de VBG. La Ligue Iteka précise que des policiers étaient responsables de la mort de 21 personnes, alors que des Imbonerakure ont tué 15 personnes, des administratifs 7 personnes et des militaires une personne¹²⁴.

De début janvier à fin septembre 2025, la Ligue Iteka a imputé la mort de 198 personnes soit à des agents étatiques (32), soit à des auteurs inconnus (164). La Ligue Iteka attribue la responsabilité de 11 morts à des Imbonerakure, de 9 autres à des policiers, de 9 victimes à des militaires et de 5 à des administratifs. L'organisation a répertorié 724 arrestations arbitraires, 39 enlèvements et disparitions forcées, 46 cas de tortures et 93 cas de VBG¹²⁵. La Ligue Iteka ne fait pas mention de la centaine de morts rapportés par SOS Médias Burundi lors d'affrontements en mars et mai 2025 entre l'armée et des groupes armés rwandais dans la forêt de la Kibira dans le nord-ouest du Burundi (voir [2.1. Affrontements armés et explosions](#)).

¹¹⁹ ACLED, 06/2023, [url](#) ; CGVS, 21/05/2019, [url](#)

¹²⁰ Ligue Iteka, 01/2021, p. 1, [url](#)

¹²¹ Ligue Iteka, 01/2022, [url](#)

¹²² Ligue Iteka, 01/2023, [url](#)

¹²³ Ligue Iteka, 01/2024, [url](#)

¹²⁴ Ligue Iteka, 01/2025, [url](#)

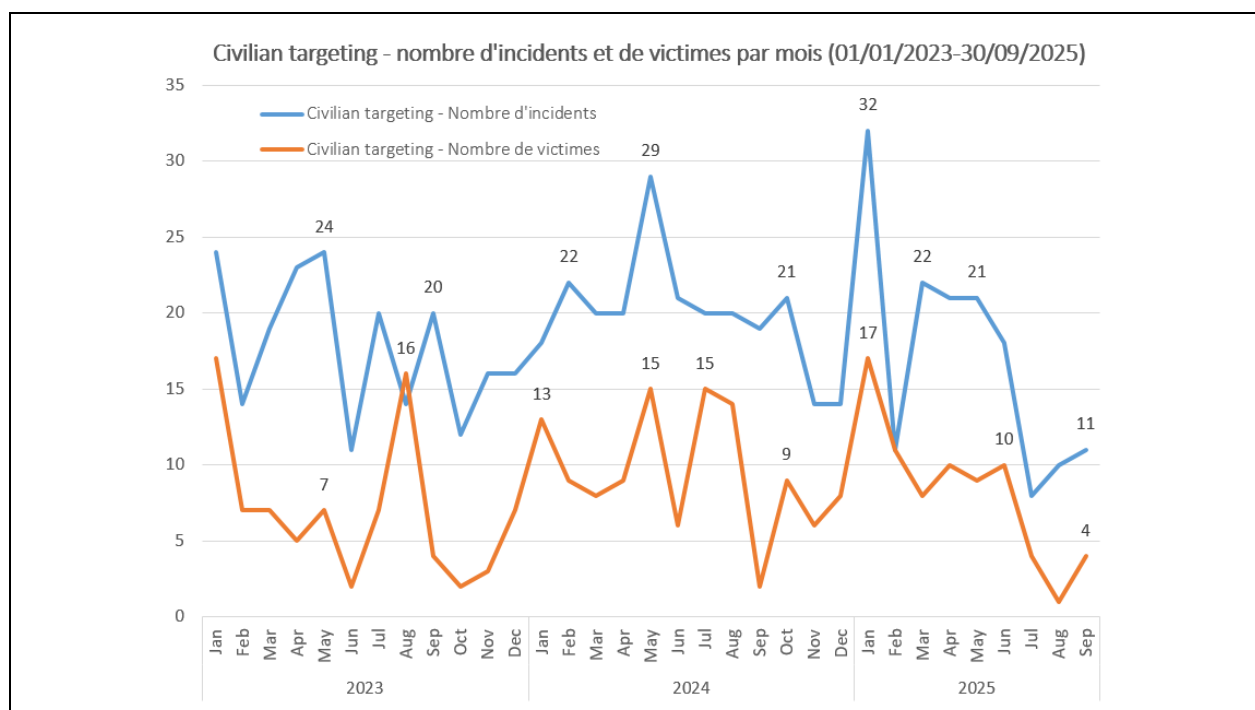
¹²⁵ Ligue Iteka, 04/2025, [url](#) ; Ligue Iteka, 07/2025, [url](#) ; Ligue Iteka, 10/2025, [url](#)

3.1. Cibles civiles

L'ACLED offre un aperçu des personnes tuées lors de violences dirigées contre des civils (*civilian targeting*¹²⁶) sur la base de deux types d'incidents, à savoir les *explosions/remote violence* et la *violence against civilians* :

- En 2020, parmi les 318 victimes recensées par l'ACLED, au moins 185 étaient des civils.
- En 2021, parmi les 285 victimes recensées par l'ACLED, au moins 214 étaient des civils.
- En 2022, parmi les 247 victimes recensées par l'ACLED, au moins 145 étaient des civils.
- En 2023, parmi les 150 victimes recensées par l'ACLED, au moins 84 étaient des civils.
- En 2024, parmi les 147 victimes recensées par l'ACLED, au moins 111 étaient des civils.
- De début janvier à fin septembre 2025, parmi les 186 victimes recensées par l'ACLED, au moins 74 étaient des civils¹²⁷.

Le graphique suivant montre l'évolution du nombre d'incidents violents ciblant des civils (*civilian targeting*) et du nombre de victimes civiles depuis début 2023 jusqu'à fin septembre 2025 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 30/09/2025¹²⁸

¹²⁶ Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil – donc non armé : ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

¹²⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

¹²⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

Le nombre de victimes civiles recensées par l'ACLED est resté plus ou moins stable avant 2022. Une nette diminution a été observée en 2022 et 2023, suivie d'une légère augmentation en 2024. Cette tendance s'est poursuivie dans la première moitié de 2025 (en pleine période préélectorale et électorale), alors que le nombre de victimes civiles a de nouveau diminué depuis juillet 2025. A noter que le nombre de victimes répertoriées par l'ACLED reste en deçà de celui recensé par la Ligue Iteka (voir [3. Cibles de la violence](#)).

Comme au cours des années précédentes, en 2024 et 2025, la majorité des incidents recensés par l'ACLED ont ciblé des civils (*civilian targeting*) (92 %). Ces derniers représentent aussi la plupart des victimes (56 %). Des Imbonerakure et les forces de l'ordre ainsi que des groupes armés non identifiés sont les auteurs principaux des violences¹²⁹.

3.2. Opposants et dissidents

A l'approche des élections de juin 2025, HRW et les médias indépendants ont répertorié de nombreuses exactions envers des partis d'opposition, leurs militants et d'autres personnes perçues comme opposants¹³⁰.

D'après des informations rassemblées par des experts indépendants onusiens auprès de la société civile burundaise, le parti au pouvoir a lancé des collectes de fonds pour l'organisation des élections à travers tout le pays à partir d'août 2024. Ces collectes, menées de ménage en ménage par des Imbonerakure et des responsables administratifs du CNDD-FDD, visaient non seulement les membres du CNDD-FDD, mais aussi l'ensemble de la population « avec un caractère obligatoire sous peine de représailles ». Ceux qui ont refusé auraient été inscrits dans un registre nommé *ibipinga* (contradicteurs). Dans certaines régions, l'accès aux services publics, y compris aux marchés, ou encore la distribution de fertilisants étaient conditionnés par le paiement d'une contribution¹³¹. SOS Médias Burundi rapporte de telles collectes de contributions en mai 2025 dans quelques provinces orientales du pays, accompagnées de menaces de représailles envers ceux qui refusent¹³².

En mars 2025, la coalition de l'opposition Burundi Bwa Bose a signalé une « escalade de violences politiques ». Ce mouvement a cité l'arrestation et la torture de deux militants. Il a également dénoncé une « marginalisation systématique » dans les provinces de Karuzi et de Ngozi par des harcèlements, menaces et autres pressions¹³³. SOS Médias Burundi note en avril 2025 que des militants de l'opposition sont régulièrement intimidés, convoqués ou arrêtés sous prétexte d'avoir participé à une réunion non autorisée. Dans plusieurs provinces, les membres de l'opposition ont rapporté une présence permanente de policiers en civil lors de leurs réunions¹³⁴. Entre mars et mai 2025, les médias indépendants burundais ont cité plusieurs arrestations arbitraires et agressions physiques contre des membres de Burundi Bwa Bose et du CNL¹³⁵ ainsi que l'enlèvement en juin 2025 d'un de ses anciens membres ayant récemment rejoint le CNDD-FDD¹³⁶. SOS Médias Burundi relève également des

¹²⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

¹³⁰ HRW, 12/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/05/2025, [url](#)

¹³¹ Citroni G. et al., 29/04/2025, pp. 2-3, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 9, [url](#)

¹³² SOS Médias Burundi, 21/05/2025, [url](#)

¹³³ Iwacu (Gateretse D. et al.), 18/03/2025, [url](#)

¹³⁴ SOS Médias Burundi, 24/04/2025, [url](#)

¹³⁵ SOS Médias Burundi, 16/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, Ngozi : un homme détenu pour sorcellerie [...], 04/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, Makamba : la terreur s'installe [...], 04/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/05/2025, [url](#)

¹³⁶ Iwacu (Bahati J.), 04/06/2025, [url](#)

violations commises contre des membres d'autres partis d'opposition, comme l'Union pour le progrès national (UPRONA) ou le Conseil des patriotes (CDP)¹³⁷.

Le jour du scrutin, le 5 juin 2025, alors qu'aucun membre du CNDD-FDD n'a été inquiété, plusieurs mandataires et militants de l'opposition ont été arrêtés dans le sud-ouest du pays pour fraude électorale. Certains ont écopé de lourdes peines. Des sources locales interrogées par SOS Médias Burundi ont dénoncé une justice partielle, instrumentalisée contre des opposants qui ont voulu signaler des irrégularités¹³⁸. Début septembre 2025, parmi 12 membres du CNDD-FDD qui ont comparu devant le tribunal pour fraude lors des élections collinaires dans la province de Bubanza, un seul a été condamné¹³⁹.

Dans une analyse du paysage politique post-électoral publiée par le journal Iwacu, le politologue burundais Julien Nimubona fait état d'une confusion entre l'État et le parti au pouvoir et déclare craindre un système politique d'exclusion, où « ceux qui ne sont pas 'in', ceux qui ne sont pas dans l'État, c'est-à-dire qui ne sont pas dans le parti au pouvoir, sont 'out' », sont « des ennemis de la Nation »¹⁴⁰.

Dans un rapport de mai 2025, plusieurs ONG burundaises soulignent que le conflit à l'est de la RDC sert de prétexte aux autorités pour « intensifier la surveillance, la répression ou l'arrestation » de personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés opérant entre les deux pays. Des civils burundais vivant dans la zone frontalière « sont exposés à des violences, déplacements forcés, et exactions de la part de groupes armés ou de forces étatiques », selon ces sources¹⁴¹. En mars 2025, SOS Médias Burundi rapporte la disparition dans la province de Gitega de trois membres du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), un parti d'opposition qui est accusé de liens avec le mouvement rebelle RED Tabara par les autorités burundaises et qui n'est plus opérationnel au Burundi¹⁴². SOS Médias Burundi rapporte fin septembre 2025 que plus d'une centaine de familles d'agriculteurs à Cibitoke dans le nord-ouest du pays ont été expulsées de leurs terres par des Imbonerakure avec la complicité de certains responsables administratifs. Accusés de collusion avec les rebelles du M23 actifs à l'est de la RDC, ces cultivateurs y voient un prétexte pour accaparer leurs terres¹⁴³.

3.3. Presse et société civile

L'EurAc note que, malgré certaines initiatives gouvernementales pour alléger le contrôle étatique, les médias indépendants burundais et leurs journalistes sont sujets à de nombreuses restrictions et opèrent dans un encadrement strict et sous une surveillance accrue¹⁴⁴.

Début mai 2025, RSF a alerté sur une « escalade des violences contre les journalistes à l'approche des élections ». L'ONG internationale fait état d'arrestations arbitraires, passages à tabac et intimidations répétées. Elle cite plusieurs cas de harcèlement à l'égard de journalistes¹⁴⁵, dont l'agression et la détention arbitraire par des Imbonerakure d'un journaliste de la radio Bonesha FM fin

¹³⁷ SOS Médias Burundi, 05/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/10/2025, [url](#)

¹³⁸ SOS Médias Burundi, 09/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/06/2025, [url](#)

¹³⁹ SOS Médias Burundi, 01/09/2025, [url](#)

¹⁴⁰ Iwacu (Manirakiza F.), 16/08/2025, [url](#)

¹⁴¹ SOS-Torture Burundi et al., 05/2025, p. 17, [url](#)

¹⁴² SOS Médias Burundi, 25/03/2025, [url](#)

¹⁴³ SOS Médias Burundi, 01/10/2025, [url](#)

¹⁴⁴ EurAc, 16/05/2025, p. 23, [url](#)

¹⁴⁵ RSF, 08/05/2025, [url](#)

avril 2025, sans réaction des autorités. Ce journaliste voulait faire un reportage sur les conditions de vie des étudiants à l'université du Burundi¹⁴⁶. Fin août 2025, un célèbre YouTubeur burundais critique du CNDD-FDD a été arrêté avec quatre autres personnes par le SNR alors qu'ils tentaient d'entrer au Burundi depuis le Rwanda¹⁴⁷.

Les médias publics et privés, travaillant en synergie pour couvrir les élections de juin 2025, ont dû opérer sous la surveillance d'une commission gouvernementale habilitée à censurer toute information sur d'éventuelles irrégularités¹⁴⁸. A la mi-août 2025, le Conseil national de la communication (CNC), l'organe gouvernemental chargé de la régulation des médias, a interdit une synergie de six médias qui avaient prévu une émission spéciale sur la pénurie de carburant¹⁴⁹. Depuis septembre 2025, l'accès des médias privés à l'Assemblée nationale fait l'objet de fortes restrictions¹⁵⁰.

La journaliste Sandra Muhoza, arrêtée en avril 2024 pour avoir relayé une rumeur sur la distribution de machettes par le gouvernement dans un groupe privé WhatsApp, se trouve toujours en détention alors qu'un tribunal d'appel a invalidé sa condamnation de décembre 2024¹⁵¹. D'autres personnes ont été incarcérées pour des commentaires diffusés dans des groupes WhatsApp privés. En avril 2025, quatre membres d'une même famille, dont le secrétaire général de la Fédération de football du Burundi (FFB) et deux officiers de police, ont été écroués pour avoir exprimé leur soutien au groupe rebelle congolais appuyé par le Rwanda, le M23¹⁵². Parmi les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune information qui indique que les autorités burundaises sont capables d'intercepter des communications de groupe sur les médias sociaux. Dans des cas antérieurs, les personnes ciblées avaient été dénoncées par un membre du groupe WhatsApp¹⁵³.

3.4. Tutsis, personnes ayant séjourné au Rwanda

Plusieurs sources ont indiqué que, suite à la crise de 2015, la haute administration ainsi que les forces de l'ordre ont été quelque peu « purgées des Tutsi ». Des ex-FAB, majoritairement tutsi, ont été particulièrement ciblés¹⁵⁴. Les sources consultées par le Cedoca ne mentionnent plus d'opérations des forces de sécurité ou d'Imbonerakure ciblant particulièrement des ex-FAB depuis 2022. Toutefois, en mars et mai 2024, les médias burundais rapportent l'arrestation d'ex-FAB accusés de participation aux groupes armés ou d'implication dans des attaques à la grenade¹⁵⁵. En septembre 2025, un ex-FAB qui avait intégré la police nationale en 2005 a été enlevé par des policiers, selon des sources burundaises critiques du régime¹⁵⁶.

Dans son rapport de mai 2025 sur la situation pré-électorale, l'EurAc indique que le regain de tensions avec le Rwanda « suscite également des craintes de ciblage, d'intimidation et de répression à l'encontre des personnes ayant séjourné récemment dans le pays ». D'après cette source, « les Burundais tutsis sont un groupe particulièrement à risque, notamment dans les régions de Bubanza,

¹⁴⁶ SOS Médias Burundi, 29/04/2025, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 28/04/2025, [url](#)

¹⁴⁷ SOS Médias Burundi, 16/09/2025, [url](#)

¹⁴⁸ RFI, 08/06/2025, [url](#)

¹⁴⁹ Iwacu (Ndabashinze R. et al.), 18/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Burundi : le CNC suspend la synergie des médias* [...], 16/08/2025, [url](#)

¹⁵⁰ Iwacu (Igiraneza J. B., Gateretse D.), 20/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/10/2025, [url](#)

¹⁵¹ CPJ, 31/07/2025, [url](#)

¹⁵² SOS Médias Burundi, 07/04/2025, [url](#) ; Jeune Afrique (Billebault A.), 19/04/2025, [url](#)

¹⁵³ SOS Médias Burundi, 22/08/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/03/2024, [url](#)

¹⁵⁴ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 18/09/2017, p. 198, [url](#) ; ISS, 04/2020, pp. 8-9, [url](#)

¹⁵⁵ SOS Médias Burundi, 11/03/2024, [url](#) ; RPA, 27/11/2024, [url](#)

¹⁵⁶ SOS-Torture Burundi, 28/09/2025, [url](#) ; RPA, 23/09/2025, [url](#)

Cibitoke, Kayanza, Ngozi, Kirundo, Muyinga et Bujumbura ». Dans son rapport, l'EurAc n'a pas repris d'exemples concrets de Tutsi ciblés en raison de leur appartenance ethnique¹⁵⁷.

En février 2025, SOS Médias Burundi signale dans les provinces orientales de Cankuzo, Muyinga et Ruyigi une « intensification des discours à caractère ethnique, la multiplication des patrouilles nocturnes et des arrestations arbitraires ». Ces provinces hébergent des camps de réfugiés congolais de la communauté banyamulenge (des Congolais rwandophones d'origine tutsi) arrivés en grand nombre en raison du conflit à l'est de la RDC. Ces camps ont fait l'objet de fouilles qui seraient « motivées par la crainte d'une infiltration de combattants à travers le Burundi »¹⁵⁸.

Le 13 juin 2025, trois représentants d'associations de rescapés tutsi qui s'apprêtaient à partir à Nairobi pour prendre part à une rencontre régionale sur la mémoire et la prévention des conflits ont été arrêtés à l'aéroport de Bujumbura. Selon une association radicale tutsi, parmi les sept personnes invitées, seuls les Tutsi ont été interpellés. Cette association a dénoncé « une arrestation 'discriminatoire', politiquement motivée »¹⁵⁹. Les trois personnes ont été relâchées le 16 juin 2025¹⁶⁰. SOS Médias Burundi relève « les fractures persistantes au sein de la société burundaise » autour d'une « mémoire instrumentalisée et morcelée » avec des « commémorations interdites » et des « reconnaissances sélectives »¹⁶¹. L'association SOS-Torture Burundi signale une « hostilité croissante du pouvoir du CNDD-FDD à l'égard des initiatives mémorielles indépendantes », en particulier celles commémorant des victimes tutsi¹⁶².

Dans son rapport d'août 2025, le rapporteur spécial onusien attire l'attention sur des expropriations sans fondement juridique à Bujumbura et dans certaines autres villes comme Cibitoke, profitant à des personnalités influentes proches du pouvoir, telles que des officiers policiers ou militaires ou des hommes d'affaires. Les victimes font souvent l'objet d'intimidations et de menaces¹⁶³. Plusieurs autres sources mentionnent des spoliations effectuées en 2024 et 2025 pour des raisons diverses comme la proximité d'un camp militaire ou une exploitation aurifère¹⁶⁴. Le rapporteur spécial note que « plusieurs violations des droits à la propriété, à la sécurité foncière et à l'accès à la justice ciblaient particulièrement les membres de la communauté tutsi »¹⁶⁵.

En septembre 2025, la Libre Afrique, un blog lié à la Libre Belgique, écrit sur base d'une source anonyme burundaise que, depuis plusieurs semaines, des Imbonerakure ont parcouru la ville de Bujumbura afin d'identifier des ménages où résident des Tutsi, un recensement visant à « éliminer physiquement tous les Tutsis si Uvira [ville frontalière congolaise] devait tomber entre les mains des rebelles congolais [du M23] »¹⁶⁶. Parmi les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune autre information sur de telles opérations des Imbonerakure à Bujumbura, identifiant ou ciblant des ménages Tutsi, ni sur des incidents concrets ciblant des Tutsi en raison de leur appartenance ethnique à Bujumbura ou ailleurs.

¹⁵⁷ EurAc, 16/05/2025, p. 21, [url](#)

¹⁵⁸ SOS Médias Burundi, 23/02/2025, [url](#)

¹⁵⁹ SOS Médias Burundi, *Burundi : l'ACG CIRIMOSO dénonce l'arrestation [...]*, 16/06/2025, [url](#)

¹⁶⁰ FOCODE (@FOCODE), 16/06/2025, [url](#)

¹⁶¹ SOS Médias Burundi, 14/06/2025, [url](#)

¹⁶² SOS-Torture Burundi, 15/06/2025, pp. 6-7, [url](#)

¹⁶³ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 15, [url](#)

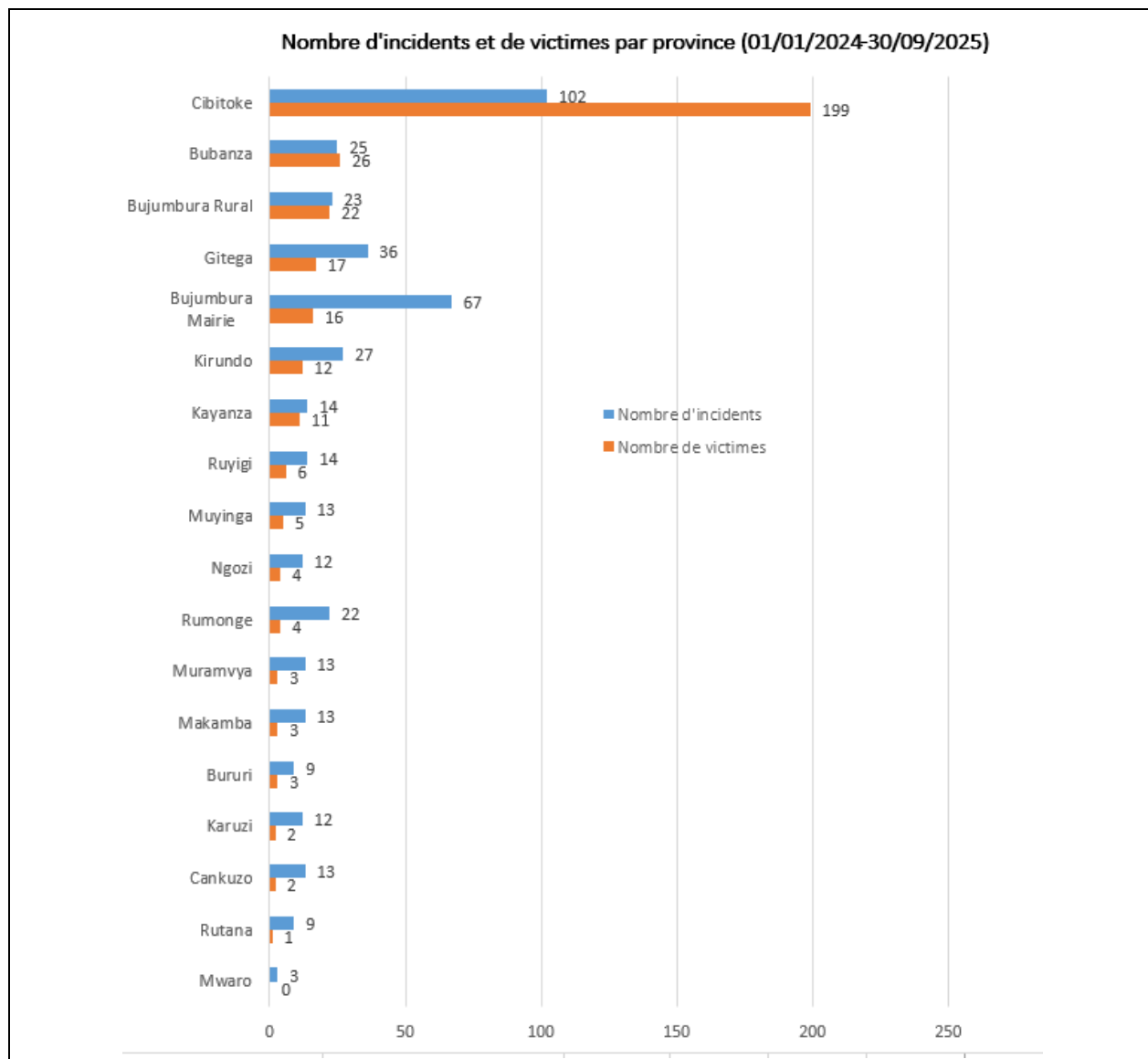
¹⁶⁴ FORSC, 11/2024, pp. 1-4, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/01/2025, [url](#) ; FORSC, 18/08/2025, [url](#)

¹⁶⁵ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 15, [url](#)

¹⁶⁶ La Libre Afrique (Leclercq H.), 11/09/2025, [url](#)

4. Répartition géographique

Le graphique suivant montre le nombre d'incidents et de personnes tuées par province tel qu'enregistré par l'ACLED entre le 1^{er} janvier 2024 et le 30 septembre 2025 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024-30/09/2025¹⁶⁷

Selon les données recueillies par l'ACLED, Cibitoke est la province qui a été la plus touchée par la violence entre début 2024 et fin septembre 2025. Elle a connu à la fois les nombres les plus élevés d'incidents violents (24 % de tous les incidents répertoriés au Burundi) et de victimes (59 % de toutes les victimes recensées dans le pays entier). Cette province frontalière de la RDC au nord-ouest du pays comprend une partie de la forêt de la Kibira, fief de groupes armés rwandais tels que le FLN et les FDLR. La majorité des victimes à Cibitoke ont été tuées lors de combats entre ces groupes et

¹⁶⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

l'armée burundaise. Aussi, le nombre de victimes civiles recensées en 2024 et 2025 par l'ACLED dans cette province (72) dépasse le nombre de victimes recensées dans toute autre province¹⁶⁸.

D'autres provinces avec des nombres d'incidents ou de victimes relativement élevés sont Bubanza et Bujumbura Rural, toutes deux limitrophes de la RDC, et la province centrale de Gitega, où SOS Médias Burundi a relevé une « vague de violences inquiétantes » (voir [2.3.1. Disparitions forcées et cadavres](#)).

L'ancienne capitale Bujumbura, toujours la plus grande zone urbaine et le centre économique du pays, concentre environ 16 % de tous les incidents causant 5 % des victimes. Il s'agit surtout de violences contre des civils, dont des enlèvements et des disparitions forcées. Comme lors du cycle électoral de 2020, la plupart des incidents se sont donc produits dans les zones rurales¹⁶⁹. L'Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies, ISS) écrivait déjà en avril 2020 que « la province est le théâtre quotidien des Imbonerakure »¹⁷⁰.

5. Déplacements de la population

5.1. Réfugiés burundais

Plus de la moitié des Burundais partis en exil depuis la crise d'avril 2015 demeurent à l'étranger¹⁷¹. Fin juillet 2025, les pays voisins du Burundi accueillaient quelque 322.000 réfugiés et demandeurs de protection internationale (DPI) burundais, y compris les 37.000 réfugiés qui y avaient cherché refuge avant avril 2015. Environ 142.000 réfugiés et DPI vivent en Tanzanie, 50.000 en RDC, 50.000 au Rwanda, 45.000 en Ouganda et 34.000 au Kenya. En outre, il y a plusieurs milliers de réfugiés burundais vivant au Malawi, en Afrique du Sud, au Mozambique et en Zambie¹⁷².

Dans son rapport d'août 2025, le rapporteur spécial souligne les graves préoccupations en matière des droits humains pour les réfugiés burundais vivant dans les camps en Tanzanie. Ceux-ci font l'objet de pressions pour qu'ils rentrent au Burundi par le biais d'intimidations nocturnes, de chantages administratifs et de violences physiques. Le rapporteur spécial a reçu huit allégations d'enlèvements de réfugiés burundais les camps en Tanzanie, effectués de manière ciblée et qui s'apparentent à des disparitions forcées dans. Aucune information concernant les victimes n'a été communiquée à leurs proches, qui ont signalé l'absence de toute réaction de la part des autorités¹⁷³. Les médias burundais ont également documenté des arrestations arbitraires, disparitions forcées et assassinats¹⁷⁴. Les conditions humanitaires dans les camps ont continué à se détériorer à cause de l'interdiction de toute activité génératrice de revenus, de la fermeture des écoles¹⁷⁵ et des infrastructures médicales¹⁷⁶, de la réduction de l'aide alimentaire par le Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'annonce par plusieurs ONG de leur départ imminent en raison d'un manque de fonds¹⁷⁷. Les réfugiés burundais

¹⁶⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#)

¹⁶⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2025, [url](#) ; HCDH, 23/10/2019, [url](#) ; IDHB, 01/2020, p. 13, [url](#)

¹⁷⁰ ISS, 04/2020, p. 9, [url](#)

¹⁷¹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 16, [url](#)

¹⁷² UNHCR, 18/08/2025, [url](#)

¹⁷³ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 16, [url](#)

¹⁷⁴ SOS Médias Burundi, 19/03/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/08/2025, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 22/10/2025, [url](#)

¹⁷⁵ SOS Médias Burundi, 15/10/2025, [url](#)

¹⁷⁶ SOS Médias Burundi, 11/09/2025, [url](#)

¹⁷⁷ SOS Médias Burundi, 02/08/2025, [url](#)

suspectent les autorités tanzaniennes de vouloir les contraindre par ces différentes mesures à retourner au Burundi¹⁷⁸.

Durant l'année 2025, les médias locaux rapportent des conditions humanitaires extrêmement précaires pour les réfugiés burundais à l'est de la RDC¹⁷⁹. SOS Médias Burundi explique que quelques milliers de jeunes réfugiés ont rejoint les milices Wazalendo, alliées de l'armée congolaise dans la lutte contre le M23, espérant y trouver des revenus plus réguliers¹⁸⁰. Des réfugiés burundais tutsi ont affirmé être visés par un « climat de haine », n'ayant plus accès aux marchés et aux champs, d'après SOS Médias Burundi¹⁸¹. Quelques centaines de réfugiés sont retournés au Burundi en raison des conditions de vie dans les camps¹⁸². En octobre 2025, après dix mois d'interruption, le PAM a repris l'assistance alimentaire¹⁸³.

En juin 2025, en raison de la réduction de l'aide humanitaire¹⁸⁴, des conditions de vie précaires et de la surpopulation, SOS Médias Burundi signale une « détresse grandissante » dans le camp de Mahama au sud du Rwanda qui héberge la plupart des réfugiés burundais¹⁸⁵.

5.2. Rapatriement et réintégration

Entre septembre 2017 et janvier 2025, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a assisté quelque 254.000 réfugiés au retour au Burundi. C'est avant tout dans les provinces orientales et méridionales (Kirundo, Muyinga, Cankuzo, Ruyigi, Rutana et Makamba) que des dizaines de milliers de rapatriés sont rentrés¹⁸⁶. Le mouvement de retour des réfugiés burundais s'est fort ralenti depuis 2022¹⁸⁷. Plusieurs sources constatent que l'enthousiasme pour le rapatriement a diminué¹⁸⁸. Pendant les sept premiers mois de 2025, environ 6.000 réfugiés burundais sont retournés au pays¹⁸⁹.

Le HCR facilite le rapatriement depuis le Rwanda, qui reste limité en raison de tensions diplomatiques¹⁹⁰. Quant à la Tanzanie, en décembre 2023, le HCR est passé de la facilitation à la promotion du rapatriement volontaire des réfugiés burundais, suivant les recommandations d'une réunion tripartite avec les gouvernements burundais et tanzanien¹⁹¹. Le HCR a déclaré veiller à ce que le retour des réfugiés soit réussi et durable¹⁹².

Dans un rapport de monitoring de 2023, le HCR a évalué la problématique de la réintégration des rapatriés sous différents angles¹⁹³. Si les trois quarts des rapatriés disposent des documents requis pour l'accès aux droits et services essentiels des réfugiés, le monitoring du HCR relève bien des problèmes et des défis dans d'autres domaines, comme l'accès à la justice, la protection contre les

¹⁷⁸ Iwacu (Manirakiza F.), 22/10/2025, [url](#)

¹⁷⁹ SOS Médias Burundi, 26/05/2025, [url](#) ; Iwacu (Irakoze U.-Y.), 03/07/2025, [url](#)

¹⁸⁰ SOS Médias Burundi, 24/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 04/06/2025, [url](#)

¹⁸¹ SOS Médias Burundi, 29/04/2025, [url](#)

¹⁸² SOS Médias Burundi, 25/07/2025, [url](#)

¹⁸³ SOS Médias Burundi, 21/10/2025, [url](#)

¹⁸⁴ SOS Médias Burundi, 19/03/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/04/2025, [url](#)

¹⁸⁵ SOS Médias Burundi, 27/06/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/09/2025, [url](#)

¹⁸⁶ UNHCR, 06/01/2025, [url](#)

¹⁸⁷ UNHCR, 24/01/2023, [url](#)

¹⁸⁸ SOS Médias Burundi, 18/10/2022, [url](#) ; RFI, 03/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/12/2024, [url](#)

¹⁸⁹ UNHCR, 18/08/2025, [url](#)

¹⁹⁰ UNHCR, s.d., [url](#)

¹⁹¹ HCR, 30/11/2023, [url](#)

¹⁹² HCR, 12/2024, p. 1, [url](#)

¹⁹³ En mai 2024, le HCR a publié son dernier rapport de monitoring de la réintégration au Burundi couvrant l'année 2023 : HCR, 05/2024, [url](#)

VBG, la scolarisation des enfants, l'accès au logement et à la terre, aux moyens de subsistance et à l'autonomie économique ainsi que l'accès à la santé et aux facilités sanitaires¹⁹⁴.

Quant à la cohabitation avec les communautés locales, le HCR indique que des rapatriés ont fait part de leurs préoccupations concernant la stigmatisation et les restrictions de leurs libertés. D'après l'organisation onusienne, « certains responsables semblent assimiler le fait d'avoir quitté le pays [...] à une faute méritant correction, particulièrement en ce qui concerne l'appropriation des biens »¹⁹⁵.

D'après le monitoring du HCR, seuls 28 % des rapatriés ont déclaré être satisfaits de leur niveau de réintégration. Par ailleurs, 89 % des rapatriés rentrés entre 2020 et décembre 2023 ont affirmé avoir de bonnes relations avec les autorités et les populations des localités où ils se sont installés¹⁹⁶. Par ailleurs, une étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) réalisée lors de la première moitié de 2024 indique que, dans certaines zones, le retour de milliers de réfugiés a provoqué des tensions accrues entre les rapatriés et les résidents locaux à cause des ressources limitées, comme les terres arables, les moyens de subsistance et les services de base¹⁹⁷.

Dans un rapport de mai 2025, la Ligue Iteka souligne que le retour volontaire des réfugiés burundais reste incertain « en raison des risques continus de persécution et de répression »¹⁹⁸. Selon le Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), une association burundaise qui documente des disparitions forcées, « la réalité qui attend de nombreux anciens exilés est celle d'une répression brutale et silencieuse ». D'après cette source, les réfugiés qui retournent, « souvent accusés sans preuve de connivence avec l'opposition ou des groupes armés en exil » sont « souvent traqués dès leur passage aux frontières ou peu après leur installation », en particulier par le SNR et les Imbonerakure¹⁹⁹. Selon un rapport d'août 2025 d'un collectif d'organisations burundaises pour la défense des droits humains, les autorités tanzaniennes ont collaboré avec le SNR afin de kidnapper certains réfugiés burundais dans les camps de réfugiés et les rapatrier de force au Burundi²⁰⁰. L'EurAc se base sur ce rapport pour affirmer que « les conditions actuelles ne permettent pas un rapatriement digne et sécurisé »²⁰¹.

Les médias indépendants et les rapports de monitoring de différentes organisations burundaises pour la défense des droits humains ont repris plusieurs exemples de ressortissants burundais qui, après leur retour au Burundi depuis l'exil dans un pays voisin, ont rencontré des problèmes en 2024 et 2025. Le Cedoca n'est pas en mesure d'identifier les motifs qui expliqueraient ces problèmes rencontrés par les rapatriés ou l'éventuel lien avec l'exil antérieur de ces personnes dans un pays voisin²⁰².

¹⁹⁴ HCR, 05/2024, pp. 4-11, [url](#)

¹⁹⁵ HCR, 05/2024, p. 12, [url](#)

¹⁹⁶ HCR, 05/2024, p. 13, [url](#)

¹⁹⁷ OIM – Matrice de suivi des déplacements, 12/2024, pp. 4-5, 7, 11, 15, [url](#)

¹⁹⁸ Ligue Iteka, 05/2025, p. 3, [url](#)

¹⁹⁹ FOCODE, 03/2025, p. 2, [url](#)

²⁰⁰ ACAT Burundi et al., 08/2024, pp. 8, 10, [url](#)

²⁰¹ EurAc, 16/05/2025, p. 18, [url](#)

²⁰² Quelques exemples : Mouvement Inamahoro et al., 08/2024, pp. 18-19, [url](#) ; FOCODE, 03/2025, pp. 15-16, [url](#) ; APRODH, 11/2024, pp. 8-9, [url](#) ; ACAT Burundi, 10/2024, p. 8, [url](#) ; SOS-Torture Burundi, 23/02/2025, pp. 3-4, [url](#) ; Ligue Iteka, 09/2025, p. 8, [url](#)

5.3. Réfugiés congolais au Burundi

Depuis février 2025, le Burundi a accueilli un afflux de plus de 70.000 réfugiés fuyant le conflit à l'est de la RDC. Les autorités burundaises ont accordé le statut de réfugié *prima facie* à ces personnes²⁰³.

Dans son rapport du mois d'août 2025, le rapporteur spécial onusien indique que, malgré l'accueil initial par le Burundi, des pratiques discriminatoires, dont des arrestations arbitraires, ont par la suite ciblé des réfugiés congolais, en particulier des Banyamulenge et autres Tutsi soupçonnés d'être de connivence avec le Rwanda ou le M23²⁰⁴. Ainsi, en février 2025, SOS Médias Burundi mentionne l'interpellation à la frontière de plusieurs réfugiés congolais, notamment de Banyamulenge et de personnes dont le passeport atteste une visite récente au Rwanda, ainsi qu'une vague d'arrestations d'étudiants congolais banyamulenge à Bujumbura et Gitega. La plupart d'entre eux ont été relâchés²⁰⁵.

SOS Médias Burundi rapporte que début septembre 2025, dans des localités au nord-ouest du pays, des centaines de ressortissants congolais ont été arrêtés afin d'être refoulés vers la RDC. Ce rapatriement a toutefois été empêché par les milices Wazalendo alliées de l'armée congolaise qui contrôlent la ville d'Uvira limitrophe du Burundi. Celles-ci reprochent à ces Congolais, originaires de localités occupées par le M23, d'être des espions. Fin septembre et début octobre 2025, la police a mené des rafles contre des Congolais dans plusieurs quartiers de la ville de Bujumbura, arrêtant des dizaines d'hommes et de femmes sans explications. Certains auraient été libérés après paiement d'une amende, alors que d'autres auraient été expulsés vers la RDC. Les détenteurs d'un statut de réfugié auraient été renvoyés dans les camps à l'intérieur du pays. SOS Médias Burundi parle d'une « panique qui gagne la communauté congolaise au Burundi »²⁰⁶.

Cette même source a recueilli des témoignages de réfugiés congolais qui, en traversant la frontière, ont été victimes de vols, d'agressions et de viols par des Imbonerakure et certains militaires²⁰⁷.

Le rapporteur spécial onusien souligne que la gestion des camps de réfugiés est « un motif de préoccupation ». Faute de financements suffisants, le HCR et le PAM se sont vus contraints de réduire l'aide alimentaire. Plusieurs sources font état d'une crise humanitaire²⁰⁸.

Fin mars 2025, les autorités ont partiellement démantelé le site de transit des réfugiés congolais à Rugombo (province de Cibitoke) pour des raisons de surpopulation et de sécurité frontalière. Des réfugiés congolais se sont opposés à leur transfert, craignant des conditions de vie précaires dans d'autres camps. Certains ont opté pour le retour en RDC²⁰⁹. En avril 2025, SOS Médias Burundi rapporte une situation humanitaire critique dans le camp de Musenyi (province de Rutana) avec des manques de nourriture, de soins médicaux et d'abris adéquats²¹⁰. En septembre 2025, SOS Médias Burundi signale le manque de soins médicaux essentiels dans le camp de Kavumu (province de Cankuzo)²¹¹.

²⁰³ UNHCR, 10/09/2025, [url](#)

²⁰⁴ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 3, [url](#)

²⁰⁵ SOS Médias Burundi, 10/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/02/2025, [url](#)

²⁰⁶ TNH, 12/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/10/2025, [url](#)

²⁰⁷ SOS Médias Burundi, 25/06/2025, [url](#)

²⁰⁸ Iwacu (Ndabashinze R. et al.), 28/02/2025, [url](#) ; ONU Info, 11/04/2025, [url](#) ; TNH, 12/05/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 3, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/07/2025, [url](#)

²⁰⁹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 3, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/03/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/03/2025, [url](#)

²¹⁰ SOS Médias Burundi, 05/04/2025, [url](#)

²¹¹ SOS Médias Burundi, 15/09/2025, [url](#)

6. Impact de la violence sur la vie quotidienne

Le Burundi, l'un des pays les plus pauvres²¹² et les plus densément peuplés du monde²¹³, traverse depuis plusieurs années une crise socio-économique sévère. La suspension de grandes parties de l'aide à la coopération ainsi que la baisse des exportations ont provoqué un manque aigu de devises nécessaires pour l'importation de certains produits de première nécessité. Le pays est confronté à une pénurie persistante de carburant et à une flambée des prix de certaines denrées alimentaires et d'autres produits essentiels. Le taux d'inflation était de 45,5 % en avril 2025, la valeur du franc burundais (BIF) par rapport au dollar a plongé et l'écart entre le taux officiel du BIF et le taux parallèle sur le marché noir s'est creusé²¹⁴.

La pénurie de carburant affecte tous les domaines de la vie et asphyxie l'économie, selon plusieurs sources²¹⁵. L'augmentation des prix du transport public a incité le gouvernement à plafonner les prix, ce qui a provoqué une grève parmi les transporteurs en juillet 2025, affectant davantage encore les voyageurs²¹⁶. Le manque de devises et de carburant a provoqué d'autres pénuries, notamment celle de l'engrais ou de produits des entreprises principales du pays, comme les boissons de la Brasserie et limonaderie du Burundi (BRARUDI) ou le sucre de la Société sucrière du Moso (SOSUMO)²¹⁷.

Plusieurs personnes, en possession de quantités de carburant de contrebande en provenance de la Tanzanie ou de la RDC, ont été accusées d'atteinte à l'économie nationale²¹⁸. Des forces de sécurité ont ciblé des trafiquants de carburant, en particulier dans la province de Cibitoke, selon le journal panafricain *The Continent*²¹⁹. Par ailleurs, SOS Médias Burundi rapporte en avril 2025 que dans certaines provinces à l'intérieur du pays, le trafic de carburant est toléré par les autorités locales²²⁰.

Début 2025, le gouvernement a refusé la demande du Fonds monétaire international (FMI) de procéder à des réformes macroéconomiques structurelles, dont la dévaluation de la monnaie burundaise. Par conséquent, les organisations financières internationales ne décaisseront pas plusieurs centaines de millions de dollars d'un crédit accordé en 2023²²¹. En octobre 2025, Iwacu souligne le faible taux de décaissement des fonds attribués par les partenaires de coopération. En raison de l'incompétence et du clientélisme au sein des institutions gouvernementales chargées de la gestion des projets de coopération, la plus grande partie de ces ressources reste inutilisée²²². Selon l'EurAc, « seuls les proches du parti au pouvoir semblent tirer profit d'un système qu'ils sont soupçonnés de contrôler »²²³.

Des coupures d'électricité sont récurrentes et paralysent régulièrement la vie dans différentes zones du pays²²⁴. En août 2025, une panne d'électricité généralisée de plusieurs jours dans quatre des cinq

²¹² Iwacu (Igiraneza J.B., Ndayishimiye A.), 09/10/2024, [url](#)

²¹³ SOS Médias Burundi, 16/07/2025, [url](#)

²¹⁴ *The Continent* (Nimubona D.), 30/08/2015, pp. 13-15, [url](#) ; HRW, 12/06/2025, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F. et al.), 20/06/2025, [url](#)

²¹⁵ Yaga (Niyngeko D.), 04/02/2025, [url](#)

²¹⁶ *The Continent* (Nimubona D.), 30/08/2015, pp. 13-15, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 29/07/2025, [url](#)

²¹⁷ SOS Médias Burundi, *Burundi – Engrais introuvables* [...], 16/06/2025, [url](#) ; Iwacu (Ndayishimiye A.), 23/07/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/08/2025, [url](#) ; Iwacu (Devis G., Bahati J.), 16/09/2025, [url](#)

²¹⁸ SOS Médias Burundi, 08/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Burundi : arrestation de l'ex-chef rebelle hutu* [...], 16/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/08/2025, [url](#)

²¹⁹ *The Continent* (Nimubona D.), 30/08/2015, pp. 13-15, [url](#)

²²⁰ SOS Médias Burundi, 28/04/2025, [url](#)

²²¹ RFI, 03/02/2025, [url](#)

²²² Iwacu (Gateretse D.), 23/10/2025, [url](#)

²²³ EurAc, 16/05/2025, p. 10, [url](#)

²²⁴ SOS Médias Burundi, 13/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/04/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/10/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/10/2025, [url](#)

nouvelles provinces a paralysé la ville de Bujumbura. Cette coupure, due à des travaux de raccordement de la société publique de distribution de l'électricité et de l'eau, a été aggravée par la pénurie de carburant nécessaire pour alimenter les groupes électrogènes. Plusieurs secteurs (hôpitaux, banques, commerces, etc.) ont été affectés²²⁵.

SOS Médias Burundi rapporte que la fermeture de la frontière avec le Rwanda en janvier 2024, dans un contexte de graves tensions bilatérales, a lourdement impacté les communautés frontalières. Pour ces populations, les échanges transfrontaliers étaient une source essentielle de revenus²²⁶.

Le rapporteur spécial onusien souligne l'insuffisance des infrastructures sanitaires et relève des pénuries de médicaments essentiels ainsi qu'un manque de personnel qualifié à cause d'un sous-financement chronique. Il signale une « fracture sanitaire entre les zones rurales et les grandes villes »²²⁷. SOS Médias Burundi parle d'une « chute libre » des systèmes sanitaire et éducatif. L'enseignement souffre d'infrastructures délabrées, d'un manque de personnel cherchant de meilleures conditions à l'étranger et d'un décrochage scolaire important²²⁸. Quant aux fonctionnaires du service public, ils reçoivent des « salaires dérisoires » ne permettant pas de subvenir à leurs besoins²²⁹.

Les inondations du lac Tanganyika et de la rivière Rusizi, intensifiées par le changement climatique, forcent au déplacement des populations vulnérables²³⁰. Plusieurs régions, y compris à Bujumbura, souffrent d'une pénurie d'eau potable en raison d'infrastructures insuffisantes ou endommagées et doivent recourir à des eaux de rivières potentiellement dangereuses²³¹. Depuis septembre 2025, des épidémies de choléra sont apparues dans plusieurs localités à l'ouest du pays²³².

Le Burundi est aussi l'un des pays du monde les plus touchés par la faim. Le rapporteur spécial relève une insécurité alimentaire persistante aggravée par des phénomènes climatiques ainsi que par la hausse de l'inflation, les pénuries de carburant et d'engrais et d'autres facteurs structurels²³³. Environ 1,17 million de Burundais, soit 10 % de la population, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC), la situation est surtout préoccupante dans les zones orientales limitrophes de la Tanzanie. L'IPC s'attend à une détérioration de la situation alimentaire dans tout le pays entre octobre et décembre 2025 affectant à peu près 1,8 millions de personnes, soit 15 % de la population. L'organisation prévoit une légère amélioration début 2026²³⁴. Entre juin 2024 et mai 2025, près de 485.000 enfants âgés de 6 à 59 mois souffraient de malnutrition aiguë ou avaient besoin de traitement²³⁵.

²²⁵ SOS Médias Burundi, 08/08/2025, [url](#) ; Iwacu (Kaburungu S., Irakoze U.-Y.), 20/08/2025, [url](#)

²²⁶ SOS Médias Burundi, 09/07/2025, [url](#)

²²⁷ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 14, [url](#)

²²⁸ SOS Médias Burundi, 21/08/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 01/07/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/07/2025, [url](#) ; RFI, 11/05/2025, [url](#) ; Iwacu (Haburiyakira F.), 20/10/2025, [url](#) ; Iwacu (Kaburungu S.), 22/10/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/07/2025, [url](#)

²²⁹ SOS Médias Burundi, 25/10/2025, [url](#)

²³⁰ AJ, 02/06/2025, [url](#)

²³¹ SOS Médias Burundi, 14/03/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/03/2025, [url](#) ; Iwacu (Ndayishimiye A.), 28/05/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/07/2025, [url](#) ; Iwacu (Irakoze U.-Y., Nezerwe L.), 29/07/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 04/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/10/2025, [url](#)

²³² Iwacu (Bahati J.), 18/09/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/10/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/10/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/10/2025, [url](#) ; Iwacu (Misago J.), 30/10/2025, [url](#)

²³³ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 13, [url](#)

²³⁴ ONU Info, 11/10/2025, [url](#) ; IPC, 07/10/2025, [url](#)

²³⁵ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/08/2025, p. 14, [url](#)

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

- Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT Burundi), *Rapport sur le Monitoring des Violations et atteintes aux droits de l'homme commises au Burundi. Période d'Octobre 2024*, 10/2024, <https://www.acatburundi.org/wp-content/uploads/2024/10/Rapport-de-monitoring-des-violations-et-atteintes-aux-droits-humains-recense-par-ACAT-Burundi-pour-Octobre-2024.docx.pdf> [consulté le 10/09/2025]
- Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT Burundi) et al., *Burundi : Face à la multiplication des facteurs de risque, il est impératif de proroger le mandat du Rapporteur spécial*, 20/08/2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/08/20/burundi-face-a-la-multiplication-des-facteurs-de-risque-il-est-imperatif-de> [consulté le 04/09/2025]
- Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT Burundi) et al., *Au secours des réfugiés burundais contraints au rapatriement forcé par la Tanzanie ! Mémoire des organisations de la société civile burundaises*, 08/2024, https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/08/Memorandum_rapatriement_force_des-refugies.pdf [consulté le 10/09/2025]
- Al Jazeera (AJ), *People in Burundi struggle amid Lake Tanganyika's endless flooding*, 02/06/2025, <https://www.aljazeera.com/gallery/2025/6/2/people-in-burundi-struggle-amid-lake-tanganyikas-endless-flooding> [consulté le 08/09/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acled/> [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Burundi Sourcing Profile*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Burundi-Sourcing-Profile_February-2020.pdf [consulté le 05/10/2022]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 30/09/2025, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 10/10/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]
- Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH) [site web], s.d., <http://www.aprodhasbl.org/> [consulté le 27/01/2025]
- Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), *Rapport d'octobre 2024*, 11/2024, <https://www.aprodhasbl.org/wp-content/uploads/2025/02/APRODH-Rapport-mensuel-Octobre-2024.pdf> [consulté le 09/09/2025]
- BBC, *Rwanda planning to attack Burundi, President Évariste Ndayishimiye tells BBC*, 25/03/2025, <https://www.bbc.com/news/articles/cq5zne2dxno> [consulté le 28/10/2025]
- Burundi Eco (Niyibigira A.), *Nouveau découpage administratif pour plus d'efficacité ?*, 24/01/2025, <https://burundi-eco.com/nouveau-decoupage-administratif-pour-plus-defficacite/> [consulté le 05/09/2025]

Burundi Eco (Nkurunziza G.), *Signature d'un programme bilatéral d'une valeur de 75 millions d'Euros*, 29/12/2023, <https://burundi-eco.com/signature-dun-programme-bilateral-dune-valeur-de-75-millions-deuros/> [consulté le 18/04/2024]

Cabinet du président, *Loi organique N°1/05 du 16 mars 2023 portant détermination et délimitation des provinces, des communes, des zones, des collines et/ou quartiers de la République du Burundi*, 13/03/2023, <https://www.ceniburundi.bi/wp-content/uploads/2024/06/LOI-n%C2%B05-du-16-mars-2023DETERMINATION-ET-DELIMITATION-DES-PROVINCES-COMMUNES-ZONES-ET-QUARTIERS.pdf> [consulté le 05/09/2025]

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC), *Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë. Août 2025 - mars 2026. République du Burundi. Situation stable avec quelques poches d'insécurité alimentaire*, 07/10/2025, https://reliefweb.int/attachments/c4379971-7361-4456-8b2b-4ce81b45377b/IPC_Burundi_Acute_Food_Insecurity_Aug2025_Mar2026_Report_French.pdf [consulté le 10/10/2025]

Citroni G. et al., Réf. : BDI 1/2025, 29/04/2025, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?qId=29857> [consulté le 04/09/2025]

Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS), *Nota. ACLED: methodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 05/10/2022]

Committee to Protect Journalists (CPJ), *Burundi journalist Sandra Muhoza still behind bars, 2 months after appeal ruling*, 31/07/2025, <https://cpj.org/2025/07/burundi-journalist-sandra-muhoza-still-behind-bars-2-months-after-appeal-ruling/> [consulté le 07/09/2025]

FOCODE (@FOCODE_), André Bizozza, Florence Rutamucero et Elvis Nshimirimana viennent d'être libérés vers 20h de ce lundi 16 juin 2025 [post X], 16/06/2025, https://x.com/FOCODE_/status/1934680883551981661 [consulté le 09/09/2025]

Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC), *Des décisions inadaptées dans la gestion de la chose publique renvoient à une désolation et un désespoir pour la nation*, 11/2024, <https://forscburundi.org/wp-content/uploads/2025/01/FORSC-RAPPORT-NOVEMBRE-2024.pdf> [consulté le 04/11/2025]

Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), *Un laissez-passer de retour qui ne passe pas. Rapport du FOCODE sur les représailles et les violences orchestrées contre les Burundais de retour d'exil*, 03/2025, <https://focode.org/ethan/pdf/Unlaisserpassederetourquinepassepas.pdf> [consulté le 10/09/2025]

Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC), *Spoliation foncière à Nyamikoma : les habitants dénoncent une exploitation aurifère illégale*, 18/08/2025, <https://forscburundi.org/spoliation-fonciere-a-nyamikoma-les-habitants-denoncent-une-exploitation-aurifere-illegale/> [consulté le 04/11/2025]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Burundi : Des experts de l'ONU préoccupés par la hausse des violations graves des droits humains en période électorale*, 01/09/2025, <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2025/09/burundi-un-experts-alarmed-increase-serious-human-rights-violations-during> [consulté le 04/09/2025]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Présentation orale de la Commission d'enquête sur le Burundi à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale pendant le dialogue interactif sur le Burundi*, 23/10/2019, <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=25194&LangID=F> [consulté le 05/10/2022]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *L'UNHCR et les gouvernements de Tanzanie et du Burundi conviennent d'intensifier le rapatriement volontaire au Burundi*, 30/11/2023, <https://www.unhcr.org/africa/fr/actualites/communiqués-de-presse/l-unhcr-et-les-gouvernements-de-tanzanie-et-du-burundi-conviennent> [consulté le 10/09/2025]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Monitoring de la réintégration au Burundi. Un récit fondé sur des données probantes de la vie des rapatriés au Burundi. Janvier-Décembre 2023*, 05/2024, <https://reliefweb.int/attachments/06cafe47-7e26-4133-9553->

[3c9439e39a78/Rapport%20du%20Monitoring%20de%20la%20reintegration%20Janvier%20-%20Decembre%202023.pdf](#) [consulté le 10/09/2025]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Questions fréquentes. Le Retour Volontaire et la Réintégration des Rapatriés au Burundi*, 12/2024, <https://reliefweb.int/attachments/31f20a43-7943-4e59-93cd-2600b73e22aa/Brochure%20de%20Rapatriement%20et%20R%C3%A9int%C3%A9gration%20-%20D%C3%A9cembre%202024.pdf> [consulté le 09/09/2025]

Human Rights Watch (HRW) et al., *Burundi : Lettre conjointe d'ONG au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies*, 29/08/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/08/29/burundi-lettre-conjointe-dong-au-conseil-des-droits-de-lhomme-des-nations-unies> [consulté le 31/01/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Des élections sans opposition*, 12/06/2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/06/12/burundi-des-elections-sans-opposition> [consulté le 04/09/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Des opposants présumés ont été tués, détenus et torturés*, 18/05/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/05/18/burundi-des-opposants-presumes-ont-ete-tues-detenus-et-tortures> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Il faut prolonger l'enquête de l'ONU*, 18/09/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/09/18/burundi-il-faut-prolonger-lenquete-de-lonu> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : La campagne débute dans un contexte de répression*, 27/04/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/27/burundi-la-campagne-debute-dans-un-contexte-de-repression> [consulté le 02/05/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Entretien : Le prix à payer pour la défense des droits humains au Burundi*, 22/09/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/09/22/entretien-le-prix-payer-pour-la-defense-des-droits-humains-au-burundi> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *La répression brutale au Burundi n'a jamais cessé*, 08/02/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/08/la-repression-brutale-au-burundi-na-jamais-cesse> [consulté le 05/10/2022]

Initiative pour les droits de l'homme au Burundi (IDHB), *A l'abri des regards. Violences sexuelles par des militaires burundais dans la province du Sud-Kivu au Congo*, 12/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-D%C3%A9cembre-2023-Fr.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Le chemin qui reste à parcourir. Le Burundi traduira-t-il ses tortionnaires en justice ?*, 03/2022, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Mars-2022-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Un adversaire vaincu. Jusqu'où ira le président Ndayishimiye ?*, 09/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Septembre-2023-Fr.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une alliance précaire. Qui détient le pouvoir au Burundi ?*, 02/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-F%C3%A9vrier-2023-Fr.pdf> [consulté le 01/04/2023]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une opération de dissimulation. La mission secrète du Burundi au Congo*, 07/2022, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Juillet-2022-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une paix de façade, la peur au quotidien. Les dessous de la crise des droits humains au Burundi*, 01/2020, <https://burundihri.org/rep/Report-Jan-2020-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies, ISS), *Burundi : Vers une alternance dans la continuité ?*, 04/2020, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/car16-fr1.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Institute for Security Studies (ISS) (Allison S.), *THINK AGAIN: Can Burundi bury the ghosts of its troubled past?*, 17/01/2017, <https://issafrica.org/iss-today/think-again-can-burundi-bury-the-ghosts-of-its-troubled-past> [consulté le 05/10/2022]

Iwacu (Bahati J.), *Choléra : Cibitoke et Bukinanyana en état d'alerte*, 18/09/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/cholera-cibitoke-et-bukinanyana-en-etat-dalerte/> [consulté le 28/10/2025]

Iwacu (Bahati J.), *Cibitoke : Un ancien fidèle d'Agathon Rwasa reconverti en militant du CNDD-FDD enlevé à Mabayi*, 04/06/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/cibitoke-un-ancien-fidele-dagathon-rwasa-reconverti-en-militant-du-cndd-fdd-enleve-a-mabayi/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu (Bahati J.), *Élections 2025/Collinaires : Des élections plombées par violences et fraudes à Cibitoke*, 25/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/elections-2025-collinaires-des-elections-entachees-plombees-par-violences-et-fraudes-a-cibitoke/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Bujumbura : Huit personnes tuées en sept mois accusées de sorcellerie*, 17/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-bujumbura-huit-personnes-tuees-en-sept-mois-accusees-de-sorcellerie/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu (Devis G.), *Tueries à Gasarara : « pas de mobile politique »*, 02/07/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/tueries-a-gasarara-pas-de-mobile-politique/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu (Devis G., Bahati J.), *Engrais chimiques : Des retards récurrents*, 16/09/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/engrais-chimiques-des-retards-recurrents/> [consulté le 10/10/2025]

Iwacu (Gateretse D. et al.), *Elections collinaires de 2025 : N'y a-t-il pas d'autres réalités cachées ?*, 30/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/elections-collinaires-de-2025-ny-a-t-il-pas-dautres-realites-cachees/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu (Gateretse D. et al.), *La coalition BBB dénonce une "répression systémique à l'approche des élections de 2025"*, 18/03/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/la-coalition-bbb-denonce-une-repression-systemique-a-lapproche-des-elections-de-2025/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu (Gateretse D.), *Financements extérieurs : le Burundi patine dans le décaissement*, 23/10/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/financements-exterieurs-le-burundi-patine-dans-decaissement/> [consulté le 24/10/2025]

Iwacu (Gateretse D.), *Ombres sur les pertes en RDC : le flou est maintenu*, 16/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/ombres-sur-les-pertes-en-rdc-le-flou-est-maintenu/> [consulté le 03/02/2025]

Iwacu (Haburiyakira F.), *Système éducatif burundais : L'exode massif des enseignants inquiète*, 20/10/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/systeme-educatif-burundais-lexode-massif-des-enseignants-inquiete/> [consulté le 20/10/2025]

Iwacu (Igiraneza J. B. et al.), *Élections communales et législatives 2025 : l'aigle confirme sa suprématie*, 13/06/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/elections-communales-et-legislatives-2025-laigle-confirme-sa-suprematie/> [consulté le 04/09/2025]

Iwacu (Igiraneza J. B., Gateretse D.), *Assemblée nationale : l'accès restreint des médias privés suscite des interrogations*, 20/09/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/assemblee-nationale-lacces-restreint-des-medias-prives-suscite-des-interrogations/> [consulté le 28/10/2025]

Iwacu (Igiraneza J.B., Ndayishimiye A.), *La vie chère à Bujumbura : témoignages et analyses*, 09/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/la-vie-chere-a-bujumbura-temoignages-et-analyses/> [consulté le 28/10/2025]

Iwacu (Irakoze U.-Y.), *RDC/Lusenda : Les réfugiés burundais livrés à eux-mêmes*, 03/07/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/rdc-lusenda-les-refugies-burundais-livres-a-eux-memes/> [consulté le 29/10/2025]

Iwacu (Irakoze U.-Y., Nezerwe L.), *Bujumbura : L'eau devient de l'or*, 29/07/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-leau-devient-de-lor/> [consulté le 08/09/2025]

Iwacu (Kaburungu S.), *Manque de médicaments, un calvaire pour les malades*, 22/10/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/manque-de-medicaments-un-calvaire-pour-les-malades/> [consulté le 24/10/2025]

Iwacu (Kaburungu S., Irakoze U.-Y.), *Coupure de courant électrique : Des dégâts incommensurables*, 20/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/coupure-de-courant-electrique-des-degats-incommensurables/> [consulté le 07/09/2025]

Iwacu (Manirakiza F. et al.), *Elections 2025 : Des listes de candidats recalées*, 03/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/elections-2025-des-listes-de-candidats-recalees/> [consulté le 31/10/2024]

- Iwacu (Manirakiza F. et al.), *Évariste Ndayishimiye : Cinq ans au pouvoir, quel bilan ?*, 20/06/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/evariste-ndayishimiye-cinq-ans-au-pouvoir-quel-bilan/> [consulté le 08/09/2025]
- Iwacu (Manirakiza F. et al.), *Elections de 2025 : Un calendrier taillé sur mesure ?*, 19/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/elections-de-2025-un-calendrier-taille-sur-mesure/> [consulté le 07/11/2025]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Interview exclusive avec le Pr Julien Nimubona : "Eux, ce qui les intéresse, c'est la domination. Point."*, 16/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/interview-exclusive-avec-le-pr-julien-nimubona-eux-ce-qui-les-interesse-cest-la-domination-point/> [consulté le 04/09/2025]
- Iwacu (Manirakiza F.), *La crédibilité du scrutin déjà contestée*, 06/06/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/la-credibilite-du-scrutin-deja-contestee/> [consulté le 04/09/2025]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Rapatriement des réfugiés burundais en Tanzanie : De mal en pis*, 22/10/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/rapatriement-des-refugies-burundais-en-tanzanie-de-mal-en-pis/> [consulté le 29/10/2025]
- Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *Des exils révélateurs*, 25/04/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/des-exils-revelateurs/> [consulté le 04/09/2025]
- Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *Deux ans d'Evariste Ndayishimiye : Plus de promesses que d'actions ?*, 20/06/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/deux-ans-devariste-ndayishimiye-plus-de-promesses-que-dactions/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Manirakiza J.N.), *Région Centre/Gitega : Elections collinaires 2025 : des voix discordantes au sein du CNDD-FDD*, 17/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/region-centre-gitega-elections-collinaires-2025-des-voix-discordantes-au-sein-du-cndd-fdd/> [consulté le 05/09/2025]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Congrès extraordinaire du CNL : le tombeur de Rwaswa reconnu par le ministre de l'intérieur*, 18/03/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/congres-extraordinaire-du-cnl-le-tombeur-de-rwaswa-reconnu-par-le-ministre-de-linterieur/> [consulté le 28/10/2024]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Le journaliste Willy Kwizera tabassé par des présumés Imbonerakure au campus Mutanga*, 28/04/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/le-journaliste-willy-kwizera-tabasse-par-des-presumes-imbonerakure-au-campus-mutanga/> [consulté le 07/09/2025]
- Iwacu (Mbazumutima A., Ntakirutimana P.), *Buringa : une attaque rebelle fait 9 morts dont un militaire, 6 blessés, une permanence du Cnnd-Fdd détruite*, 26/02/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/buringa-une-attaque-rebelle-fait-9-morts-dont-un-militaire-6-blessees-une-permanence-du-cnnd-fdd-detruite/> [consulté le 09/09/2025]
- Iwacu (Misago J.), *Burundi/Choléra : Un bilan alarmant*, 30/10/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-cholera-un-bilan-alarmant/> [consulté le 30/10/2025]
- Iwacu (Misago J.), *Les relations entre la Belgique et le Burundi au beau fixe*, 24/11/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/les-relations-entre-la-belgique-et-le-burundi-au-beau-fixe/> [consulté le 18/04/2024]
- Iwacu (Ndashinze R. et al.), *CNC : Une censure inquiétante*, 18/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/cnc-une-censure-inquietante/> [consulté le 07/09/2025]
- Iwacu (Ndashinze R. et al.), *Crise humanitaire : Des vies en danger*, 28/02/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/crise-humanitaire-des-vies-en-danger/> [consulté le 29/10/2025]
- Iwacu (Ndayishimiye A.), *Bujumbura : Le sucre de la Sosumo introuvable*, 23/07/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-le-sucre-de-la-sosumo-introuvable/> [consulté le 08/09/2025]
- Iwacu (Ndayishimiye A.), *La capitale économique presque paralysée par une pénurie d'eau*, 28/05/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/penurie-deau-la-capitale-economique-presque-paralysee/> [consulté le 08/09/2025]
- Iwacu (Ntakirutimana P.), *Burundi/Rwanda : Gitega accuse Kigali de soutenir le mouvement rebelle Red-Tabara*, 29/12/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-rwanda-gitega-accuse-kigali-de-soutenir-le-mouvement-rebelle-red-tabara/> [consulté le 23/10/2024]

Iwacu (Nzorubonanya F.), *Région Sud Burunga/Genre : Au moins cinq cas de meurtre de femmes dans une période d'un mois*, 12/08/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/region-sud-burunga-genre-au-moins-cinq-cas-de-meurtre-de-femmes-dans-une-periode-dun-mois/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu (Nzorubonanya F.), *Région Sud/Rumonge : Quand la population se fait justice*, 22/03/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/region-sud-rumonge-quand-la-population-se-fait-justice/> [consulté le 05/09/2025]

Iwacu, *La capitale économique presque paralysée par une pénurie d'eau*, s.d., <https://www.iwacu-burundi.org/penurie-deau-la-capitale-economique-presque-paralysee/> [consulté le 08/09/2025]

Jeune Afrique (Billebault A.), *Soutien au M23 : le secrétaire général de la Fédération burundaise de football en détention provisoire*, 19/04/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1680749/politique/soutien-au-m23-le-secretaire-general-de-la-federation-burundaise-de-football-en-detention-provisoire/> [consulté le 07/09/2025]

Jeune Afrique (Gras R.), *Entre Paul Kagame et Évariste Ndayishimiye, chronique d'une réconciliation avortée*, 29/01/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1531125/politique/entre-paul-kagame-et-evariste-ndayishimiye-chronique-dune-reconciliation-avortee/> [consulté le 23/10/2024]

Jeune Afrique, *Au Burundi, l'opposant Agathon Rwasa se fait « voler » son parti*, 11/03/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1545832/politique/au-burundi-lopposant-agathon-rwasa-se-fait-voler-son-parti/> [consulté le 28/10/2024]

La Libre Afrique (Leclercq H.), *RDC : Les wazalendos donnent dix jours aux Banyamulenge d'Uvira pour quitter la ville et le pays*, 11/09/2025, <https://afrique.lalibre.be/79787/rdc-les-wazalendos-donnent-dix-jours-aux-banyamulenge-duvira-pour-quitter-la-ville-et-le-pays/> [consulté le 10/10/2025]

Le Monde, *Au Burundi, le principal opposant, Agathon Rwasa, écarté de la course aux législatives*, 02/01/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/01/02/au-burundi-le-principal-opposant-agathon-rwasa-ecarte-de-la-course-aux-legislatives_6478117_3212.html [consulté le 31/10/2024]

Le Monde, *Au Burundi, une attaque rebelle dans l'ouest du pays fait vingt morts, selon le gouvernement*, 23/12/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/23/burundi-une-attaque-rebelle-dans-l-ouest-du-pays-fait-vingt-morts-selon-le-gouvernement_6207454_3212.html [consulté le 09/09/2025]

Les Carnets d'Antoine Kaburahe [blog], *Burundi : l'exception autoritaire d'Afrique de l'Est*, 31/07/2025, <https://kaburahe.substack.com/p/burundi-lexception-autoritaire-dafrique> [consulté le 04/09/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka [site web], s.d., <http://ligue-iteka.bi/> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Au Burundi, des violations graves interconnectées : des enlèvements, détentions dans des lieux secrets, tortures, disparitions forcées et d'exécutions sommaires*, 09/2025, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/09/RAPPORT-THEMATIQUE-SUR-LES-DISPARITIONS-FORCEES-JANVIER-AOUT-2025.pdf> [consulté le 04/09/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA » Janvier-décembre 2021*, 01/2022, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2022/01/RAPPORT-ANNUEL-2021.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA » . Année 2022*, 01/2023, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2023/01/RAPPORT-ANNUEL-2022.pdf> [consulté le 13/04/2023]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel Iteka n'Ijambo 2020*, 01/2021, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2021/01/RAPPORT-ANNUEL-2020.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Burundi 2023*, 01/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/01/RAPPORT-ANNUEL-2023.pdf> [consulté le 31/10/2024]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Burundi 2024*, 01/2025, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/01/RAPPORT-ANNUEL-2024.pdf> [consulté le 28/01/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport de la Ligue burundaise des droits de l'homme «ITEKA» sur la situation des droits de l'homme au Burundi au cours de la période de janvier à mars 2025*, 04/2025, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/04/RAPPORT-TRIMESTRIEL-JANVIER-MARS-2025.pdf> [consulté le 08/09/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport de la Ligue burundaise des droits de l'homme «ITEKA» sur la situation des droits de l'homme au Burundi pour la période d'avril à juin 2025*, 07/2025, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/07/RAPPORT-TRIMESTRIEL-AVRIL-JUIN-2025.pdf> [consulté le 08/09/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport de la Ligue Iteka sur la situation des droits de l'homme au Burundi pour la période de juillet à septembre 2025*, 10/2025, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/10/RAPPORT-TRIMESTRIEL-JUILLET-SEPTEMBRE-2025.pdf> [consulté le 28/10/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport de la Ligue Iteka sur les droits de l'homme au Burundi : une décennie de bilan sombre 2015-2025*, 05/2025, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/05/RAPPORT-BILAN-DE-10-ANS.pdf> [consulté le 09/09/2025]

Mail & Guardian (Kaburahe A., Mudge L.), *Bye-bye Arusha Accords as Burundi solidifies one-party rule*, 02/09/2025, <https://mg.co.za/thought-leader/2025-09-02-bye-bye-arusha-accords-as-burundi-solidifies-one-party-rule/> [consulté le 04/09/2025]

Mouvement Inamahoro et al., *La situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport trimestriel d'analyse conjoint (avril-juin 2024)*, 08/2024, <https://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2024/10/Rapport-trimestriel-danalyse-conjointAvril-juin-2024-1-1.pdf> [consulté le 10/09/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 10 juin 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts dont le mandat a été prorogé par la résolution 2582 (2021) du Conseil de sécurité (S/2022/479)*, 14/06/2022, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/338/71/PDF/N2233871.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Nations Unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 2 novembre 2020, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2020/1078)*, 03/11/2020, https://digitallibrary.un.org/record/3889765/files/S_2020_1078-FR.pdf [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 27 décembre 2024, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo. S/2024/969*, 27/12/2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/373/38/pdf/n2437338.pdf> [consulté le 31/01/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 3 juillet 2025, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2025/446)*, 03/07/2025, <https://docs.un.org/fr/S/2025/446> [consulté le 28/10/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 31 mai 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo. S/2024/432*, 04/06/2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/118/81/pdf/n2411881.pdf> [consulté le 31/01/2025]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Conclusions détaillées de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/48/CRP.1)*, 15/09/2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_48_CRP_0.pdf [consulté le 10/02/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Conclusions détaillées de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/45/CRP.1)*, 16/09/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_45_CRP.pdf [consulté le 20/10/2020]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/39/CRP.1)*, 12/09/2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_42_CRP_0.pdf [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/36/CRP.1)*, 18/09/2017, <http://www.refworld.org/pdfid/59c12b694.pdf> [consulté le 04/11/2025]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo. A/HRC/60/60*, 12/08/2025, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/60/60> [consulté le 03/10/2025]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo (A/HRC/51/44)*, 13/09/2022, <https://reliefweb.int/attachments/3d2aeb78-9ebc-4683-a425-b529839201cb/OHCHR.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo. A/HRC/54/56*, 11/08/2023, <https://reliefweb.int/attachments/531c0e73-7925-497e-9dbc-19f8fed6a222/G2315517.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo. A/HRC/57/58*, 23/07/2024, <https://reliefweb.int/attachments/10c57004-8f74-451e-b0b2-6c5edd5463f9/q2411804.pdf> [consulté le 23/10/2024]

ONU Info, *Au Burundi, une personne sur dix est en situation d'insécurité alimentaire aiguë*, 07/10/2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/10/1157634> [consulté le 10/10/2025]

ONU Info, *Burundi : le manque de fonds menace l'assistance aux réfugiés congolais*, 11/04/2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1155011> [consulté le 29/10/2025]

Organisation internationale pour les migrations (OIM) – Matrice de suivi des déplacements, *Burundi – Indice de stabilité. Round 4 | Janvier-Juin 2024. Mesurer la perception de la stabilité au Burundi*, 12/2024, https://reliefweb.int/attachments/bb53726f-7db2-4a45-9624-64b84a34ffaf/BDI_Stability_index_EN_ROUND%204_FR.pdf [consulté le 10/09/2025]

Radio France internationale (RFI), *Au Rwanda, des réfugiés burundais partagés entre l'espoir et la crainte du retour au pays*, 03/04/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20230402-au-rwanda-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s-burundais-partag%C3%A9s-entre-l-espoir-et-la-crainte-du-retour-au-pays> [consulté le 02/05/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: des médias mis sous cloche par le pouvoir lors du double scrutin législatif et communal*, 08/06/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250608-burundi-des-médias-mis-sous-cloche-par-le-pouvoir-lors-du-double-scrutin-législatif-et-communal> [consulté le 04/09/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: des mesures pour encourager les médecins à ne pas partir à l'étranger*, 11/05/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250511-burundi-des-mesures-pour-encourager-les-médecins-à-ne-pas-partir-à-l-étranger> [consulté le 08/09/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: échec d'un programme d'aide du FMI après le refus de dévaluer la monnaie locale*, 03/02/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250203-burundi-échec-d-un-programme-d-aide-du-fmi-après-le-refus-de-dévaluer-la-monnaie-locale> [consulté le 08/09/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le président de la CNIDH en exil après une perquisition de son domicile*, 24/04/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250424-burundi-le-président-de-la-cnidh-en-exil-après-une-perquisition-de-son-domicile> [consulté le 04/09/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le principal opposant Agathon Rwasa écarté de la course aux législatives*, 02/01/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250102-burundi-le-principal-opposant-agathon-rwasa-%C3%A9cart%C3%A9-de-la-course-aux-l%C3%A9gislatives> [consulté le 31/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'ombre de la crise dans le Nord-Kivu plane sur la fermeture des frontières avec le Rwanda*, 13/01/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240113-burundi-l-ombre-de-la-crise-dans-le-nord-kivu-plane-sur-la-fermeture-des-fronti%C3%A8res-avec-le-rwanda> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'UE lève de nouvelles sanctions, satisfaite des progrès sur les droits humains*, 26/10/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221026-burundi-l-ue-l%C3%A8ve-de-nouvelles-sanctions-satisfaite-des-progr%C3%A8s-sur-les-droits-humains> [consulté le 07/02/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'Union européenne lève ses sanctions*, 09/02/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220209-burundi-l-union-europ%C3%A9enne-l%C3%A8ve-ses-sanctions> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: une grande partie du pays vit sans électricité depuis près d'une semaine*, 10/08/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250810-burundi-une-grande-partie-du-pays-vit-sans-%C3%A9lectricit%C3%A9-depuis-pr%C3%A8s-d-une-semaine> [consulté le 07/09/2025]

Radio France internationale (RFI), *Le Burundi accuse le Rwanda d'être à l'origine de trois attaques à la grenade à Bujumbura*, 12/05/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240512-le-burundi-accuse-le-rwanda-d-%C3%AAtre-%C3%A0-l-origine-de-trois-attaques-%C3%A0-la-grenade-%C3%A0-bujumbura> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *RDC: visite du président du Burundi avec des questions de défense et de sécurité en toile de fond*, 28/08/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230828-rdc-visite-du-pr%C3%A9sident-du-burundi-avec-des-questions-de-d%C3%A9fense-et-de-s%C3%A9curit%C3%A9-en-toile-de-fond> [consulté le 23/10/2024]

Radio publique africaine (RPA), *Burundi : Un ex-FAB détenu par le SNR dans un état critique, sa famille craint le pire*, 27/11/2024, <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/3droits-de-l-homme/burundi-un-ex-fab-detenu-par-le-snr-dans-un-etat-critique-sa-famille-craint-le-pire> [consulté le 04/11/2025]

Radio publique africaine (RPA), *Trois personnes portées disparues, dont un militaire à la retraite : les familles demandent des éclaircissements*, 23/09/2025, <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/3droits-de-l-homme/trois-personnes-portees-disparues-dont-un-militaire-a-la-retraite-les-familles-demandent-des-eclaircissements> [consulté le 04/11/2025]

Recensement général de la population, habitat, agriculture et élevage (RGPHAE) via Bureau Central de Recensement RGPHAE 2024 (bureau_central_du_recensement) [profil Instagram], *Carte administrative du Burundi*, 12/2024, <https://www.instagram.com/p/DMuRswWMYyY/> [consulté le 05/09/2025]

Reporters sans frontières (RSF), *Burundi : RSF alerte sur l'escalade des violences contre les journalistes à l'approche des élections*, 08/05/2025, <https://rsf.org/fr/burundi-rsf-alerte-sur-l-escalade-des-violences-contre-les-journalistes-%C3%A0-l-approche-des-%C3%A9lections> [consulté le 07/09/2025]

Reporters sans frontières (RSF), *Six mois après les faits, le directeur d'Iwacu auditionné par la justice sur la tentative de putsch*, 16/11/2015, <https://rsf.org/fr/six-mois-apr%C3%A8s-les-faits-le-directeur-d-iwacu-auditionn%C3%A9-par-la-justice-sur-la-tentative-de-putsch> [consulté le 05/10/2022]

Réseau Europe-Afrique centrale (EurAc), *Sur la route des élections burundaises : entre bruits de bottes et effondrement économique. Rapport sur la situation pré-électorale au Burundi 2025-2027*, 16/05/2025, https://www.eurac-network.org/sites/default/files/2025_eurac_rapport_burundi_fr_final_web.pdf [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi [site web], s.d., <https://www.sosmediasburundi.org/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *« On nous a chassés avec l'armée » : l'Uprona dénonce une fraude électorale massive en province de Bururi*, 07/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/07/on-nous-a-chasses-avec-larmee-luprona-denonce-une-fraude-electorale-massive-en-province-de-bururi/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Black-out à Bujumbura : l'incurie de la Regideso met la ville à genoux*, 08/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/08/black-out-a-bujumbura-lincurie-de-la-regideso-met-la-ville-a-genoux/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : 20 ans de prison pour un Imbonerakure meurtrier – un verdict rare dans un climat d'impunité persistante*, 20/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/20/bubanza-20-ans-de-prison-pour-un-imbonerakure-meurtrier-un-verdict-rare-dans-un-climat-dimpunite-persistante/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : Cinq Imbonerakure, dont quatre frères, condamnés à perpétuité pour l'assassinat d'un quinquagénaire*, 17/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/17/bubanza-cinq-imbonerakure-dont-quatre-freres-condamnes-a-la-perpetuite-pour-l-assassinat-dun-quinquenaire/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : Fraude électorale massive – les dessous d'un "100 % CNDD-FDD"*, 12/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/12/bubanza-fraude-electorale-massive-les-dessous-dun-100-cndd-fdd/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : un seul condamné sur douze Imbonerakure poursuivis pour fraudes électorales*, 01/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/01/bubanza-un-seul-condamne-sur-douze-imbonerakure-poursuivis-pour-fraudes-electorales/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza: les Imbonerakure sèment la terreur à l'approche des élections*, 03/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/03/bubanza-les-imbonerakure-sement-la-terreur-a-lapproche-des-elections/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Buganda : exécution sommaire de jeunes hommes fuyant les combats à l'est du Congo*, 27/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/27/buganda-execution-sommaire-de-jeunes-hommes-fuyant-les-combats-a-lest-du-congo/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Buganda : trois corps découverts en deux jours*, 26/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/26/buganda-trois-corps-decouverts-en-deux-jours/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Buhumuza : tensions et insécurité dans les provinces de Cankuzo, Muyinga et Ruyigi*, 23/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/23/buhumuza-tensions-et-insecurite-dans-les-provinces-de-cankuzo-muyinga-et-ruyigi/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : arrestations massives de Congolais, la peur s'installe dans la capitale*, 05/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/05/bujumbura-arrestations-massives-de-congolais-la-peur-sinstalle-dans-la-capitale/> [consulté le 06/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : l'hôpital militaire débordé par l'afflux de blessés des combats avec le M23*, 22/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/22/bujumbura-lhopital-militaire-deborde-par-lafflux-de-blesses-des-combats-avec-le-m23/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : les Congolais pris pour cible dans des rafles répétées*, 30/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/30/bujumbura-les-congolais-pris-pour-cible-dans-des-rafles-repetees/> [consulté le 02/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : les pertes militaires burundaises au Congo, un secret difficile à bien garder*, 24/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/24/bujumbura-les-pertes-militaires-burundaises-au-congo-un-secret-difficile-a-bien-garder/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : quatre membres d'une même famille dont deux officiers de police et le secrétaire général de la Fédération Burundaise de Football incarcérés pour des échanges-WhatsApp sur la guerre en RDC*, 07/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/07/bujumbura-quatre-membres-dune-meme-famille-dont-deux-officiers-de-police-et-le-secretaire-general-de-la-federation-burundaise-de-football-incarceres-pour-des-echanges-whatsapp-sur-la-guerre-en-rdc/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : un journaliste de Bonesha FM agressé à l'Université du Burundi, un signal alarmant pour la liberté de la presse*, 29/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/29/bujumbura-un-journaliste-de-bonesha-fm-agresse-a-luniversite-du-burundi-un-signal-alarmant-pour-la-liberte-de-la-presse/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : un médecin appréhendé par le service des renseignements*, 25/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/25/bujumbura-un-medecin-apprehende-par-le-service-des-renseignements/> [consulté le 07/11/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : vague d'arrestations et d'expulsions semant la panique parmi les étudiants congolais et la communauté Banyamulenge*, 17/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/17/bujumbura-vague-darrestations-et-dexpulsions-semant-la-panique-parmi-les-etudiants-congolais-et-la-communaute-banyamulenge/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Bukinanyana – Violents affrontements dans la Kibira : au moins 12 rebelles FLN tués par l'armée burundaise*, 31/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/31/bukinanyana-violents-affrontements-dans-la-kibira-au-moins-12-rebelles-fln-tues-par-larmee-burundaise/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi – Chasse aux sorcières à Gasarara : six membres du CNDD-FDD tués par des Imbonerakure*, 02/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/02/burundi-chasse-aux-sorcières-a-gasarara-six-membres-du-cndd-fdd-tués-par-des-imbonerakure/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi – Cibitoke : des paysans expulsés sous prétexte de liens avec le M23*, 01/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/01/burundi-cibitoke-des-paysans-expulsés-sous-pretexte-de-liens-avec-le-m23/> [consulté le 02/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi – Engrais introuvables : des agriculteurs ont payé, mais attendent toujours*, 16/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/16/burundi-engrais-introuvables-des-agriculteurs-ont-payé-mais-attendent-toujours/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi – Législatives et communales : dans le nord-ouest, des électeurs dénoncent fraudes, intimidations et vote non secret*, 06/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/06/burundi-legislatives-et-communales-dans-le-nord-ouest-des-electeurs-denoncent-fraudes-intimidations-et-vote-non-secret/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : 63 ans après l'indépendance, une démocratie verrouillée et une population désabusée*, 01/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/01/burundi-63-ans-apres-lindependance-une-democratie-verrouillee-et-une-population-desabusee/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : arrestation de l'ex-chef rebelle hutu Jean Bosco Ndayikengurukiye dans un dossier de trafic de carburant*, 16/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/16/burundi-arrestation-de-l'ex-chef-rebelle-hutu-jean-bosco-ndayikengurukiye-dans-un-dossier-de-traffic-de-carburant/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : arrestations et violences ciblées contre des membres de la coalition "Burundi bwa Bose" à Makamba*, 12/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/12/burundi-arrestations-et-violences-ciblees-contre-des-membres-de-la-coalition-burundi-bwa-bose-a-makamba/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : des salaires misérables qui affament les fonctionnaires et paralysent le pays*, 25/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/25/burundi-des-salaires-miserables-qui-affament-les-fonctionnaires-et-paralysent-le-pays/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : disparitions inquiétantes de plusieurs anciens membres présumés du MSD*, 25/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/25/burundi-disparitions-inquietantes-de-plusieurs-anciens-membres-presumes-du-msd/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : l'ACG CIRIMOSO dénonce l'arrestation de rescapés tutsi en partance pour une rencontre mémorielle à Nairobi*, 16/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/16/burundi-lacq-cirimoso-denonce-larrestation-de-rescapes-tutsi-en-partance-pour-une-rencontre-memorielle-a-nairobi/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la pénurie persistante de carburant expose la population à de graves dangers*, 28/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/28/burundi-la-penurie-persistante-de-carburant-expose-la-population-a-de-graves-dangers/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la presse mise sous contrôle à l'Assemblée nationale*, 06/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/06/burundi-la-presse-mise-sous-contrôle-a-l'assemblée-nationale/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la province de Gitega, un « cimetière » à ciel ouvert ?*, 19/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/19/burundi-la-province-de-gitega-un-cimetiere-a-ciel-ouvert/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la triple crise du carburant, de l'électricité et de l'eau étouffe habitants, commerces et écoles*, 02/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/02/burundi-la-triple-crise-du-carburant-de-lelectricite-et-de-leau-etouffe-habitants-commerces-et-ecoles/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le CNC suspend la synergie des médias privés sur une pénurie de carburant qui dure depuis 56 mois*, 16/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/16/burundi-le-cnc-suspend-la-synergie-des-medias-privés-sur-une-pénurie-de-carburant-qui-dure-depuis-56-mois/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le colonel Arakaza écroué pour trafic de carburant et tentative d'assassinat, un choc pour l'impunité dans la police*, 19/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/19/burundi-le-colonel-arakaza-ecroue-pour-traffic-de-carburant-et-tentative-dassassinat-un-choc-pour-limpunite-dans-la-police/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le gouvernement maintient ses troupes en RDC malgré les critiques internes et les tensions régionales*, 17/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/17/burundi-le-gouvernement-maintient-ses-troupes-en-rdc-malgre-les-critiques-internes-et-les-tensions-regionales/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le YouTubeur Dieudonné Niyukuri et quatre autres enlevés par les renseignements*, 16/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/16/burundi-le-youtubeur-dieudonne-niyukuri-et-quatre-autres-enleves-par-les-renseignements/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : pénurie de carburant et amendes record paralysent tout le réseau de transport*, 29/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/29/burundi-penurie-de-carburant-et-amendes-record-paralysent-tout-le-reseau-de-transport/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : une bombe démographique dans un pays à l'économie sous tension*, 16/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/16/burundi-une-bombe-demographique-dans-un-pays-a-leconomie-sous-tension/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi -UE: l'heure n'est pas encore au versement de l'aide directe au gouvernement*, 10/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/10/burundi-ue-lheure-nest-pas-encore-au-versement-de-laide-directe-au-gouvernement/> [consulté le 07/02/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi-Rwanda : les autorités burundaises affirment avoir suspendu toutes les relations avec le président Paul Kagame et ferment les frontières avec le Rwanda*, 11/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/11/burundi-rwanda-les-autorites-burundaises-affirment-avoir-suspendu-toutes-les-relations-avec-le-president-paul-kagame-et-ferment-les-frontieres-avec-le-rwanda/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burunga : de lourdes accusations de fraude électorale visent la CEPI et le CNDD-FDD*, 12/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/12/burunga-de-lourdes-accusations-de-fraude-electorale-visent-la-cepi-et-le-cndd-fdd/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burunga : des responsables locaux et des Imbonerakure accusés d'agression*, 26/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/26/burunga-des-responsables-locaux-et-des-imbonerakure-accuses-dagression/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burunga : l'opposition bâillonnée, la CENI regarde ailleurs*, 26/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/26/burunga-lopposition-baillonnee-la-ceni-regarde-ailleurs/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burunga : l'opposition muselée avant même les élections collinaires*, 11/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/11/burunga-lopposition-muselee-avant-meme-les-elections-collinaires/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burunga : la pénurie des produits Brarudi étouffe les commerces, sur fond de coupures d'eau et d'électricité*, 10/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/10/burunga-la-penurie-des-produits-brarudi-etouffe-les-commerces-sur-fond-de-coupures-deau-et-delectricite/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Burunga : un responsable de l'UPRONA et sa famille victimes d'une expédition punitive*, 16/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/16/burunga-un-responsable-de-luprona-et-sa-famille-victimes-dune-expedition-punitiv/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Bururi : deux opposants condamnés pour infractions électorales, un troisième acquitté*, 09/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/09/bururi-deux-opposants-condamnes-pour-infractions-electorales-un-troisieme-acquite/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Bururi : un responsable local des Imbonerakure condamné pour la mort de son demi-frère, la population s'indigne*, 10/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/10/bururi-un-responsable-local-des-imbonerakure-condamne-pour-la-mort-de-son-demi-frere-la-population-sindigne/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Buyengero : un responsable "intouchable" d'Imbonerakure fait arrêter un retraité ex-FAB*, 11/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/11/buyengero-un-responsable-intouchable-dimbonerakure-fait-arreter-un-retraite-ex-fab/> [consulté le 04/11/2025]

SOS Médias Burundi, *Camp de Mulongwe : la manifestation des réfugiés burundais interdite, la faim et l'insécurité dénoncées*, 26/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/26/camp-de-mulongwe-la-manifestation-des-refugies-burundais-interdite-la-faim-et-linsecurite-denoncees/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Camps de réfugiés au Burundi : entre faim, maladie et espoir brisé*, 19/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/19/camps-de-refugies-au-burundi-entre-faim-maladie-et-espoir-brise/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Carburant rare, sanctions lourdes : huit condamnations à Muyinga*, 08/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/08/carburant-rare-sanctions-lourdes-huit-condamnations-a-muyinga/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Choléra à Rumonge : 6 cas confirmés, la population en alerte*, 19/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/19/cholera-a-rumonge-6-cas-confirmer-la-population-en-alerte/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des exercices paramilitaires des Imbonerakure attisent les tensions au sein de la population*, 05/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/05/cibitoke-des-exercices-paramilitaires-des-imbonerakure-attisent-les-tensions-au-sein-de-la-population/> [consulté le 03/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des militaires burundais continuent d'être accompagnés par des Imbonerakure au Congo*, 16/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/16/cibitoke-des-militaires-burundais-continuent-detre-accompagnes-par-des-imbonerakure-au-congo/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des réfugiés congolais accusent les Imbonerakure et des militaires burundais de violences et d'abus à la frontière*, 25/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/25/cibitoke-des-refugies-congolais-accusent-les-imbonerakure-et-des-militaires-burundais-de-violences-et-dabus-a-la-frontiere/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux corps en uniforme militaire burundais retrouvés dans la Rusizi, après une découverte similaire en mai*, 14/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/14/cibitoke-deux-corps-en-uniforme-militaire-burundais-retrouves-dans-la-rusizi-apres-une-decouverte-similaire-en-mai/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux corps retrouvés sur les rives de la Rusizi – mystère et inquiétude à la frontière burundo-congolaise*, 15/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/15/cibitoke-deux-corps-retrouves-sur-les-rives-de-la-rusizi-mystere-et-inquietude-a-la-frontiere-burundo-congolaise/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : distribution d'armes aux Imbonerakure, la population dans l'angoisse*, 17/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/17/cibitoke-distribution-darmes-aux-imbonerakure-la-population-dans-langoisse/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : fermeture forcée du site de transit des réfugiés congolais à Rugombo – Un retour risqué vers la RDC*, 27/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/27/cibitoke-fermeture-forcee-du-site-de-transit-des-refugies-congolais-a-rugombo-un-retour-risque-vers-la-rdc/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : l'armée burundaise tue plus de 100 rebelles rwandais du FLN dans la forêt de la Kibira*, 09/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/09/cibitoke-larmee-burundaise-tue-plus-de-100-rebelles-rwandais-du-fln-dans-la-foret-de-la-kibira/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : l'Uprona dénonce l'exclusion de ses membres des bureaux de vote et des actes d'intimidation*, 05/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/05/cibitoke-luprona-denonce-l'exclusion-de-ses-membres-des-bureaux-de-vote-et-des-actes-dintimidation/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : la soif et le choléra menacent la population*, 17/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/17/cibitoke-la-soif-et-le-cholera-menacent-la-population/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : les réfugiés congolais de Rugombo rejettent leur transfert vers Giharo*, 23/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/23/cibitoke-les-refugies-congolais-de-rugombo-rejettent-leur-transfert-vers-giharo/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : mobilisation massive des Imbonerakure aux frontières*, 24/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/24/cibitoke-mobilisation-massive-des-imbonerakure-aux-frontieres/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : nouvelles découvertes macabres, la population réclame justice*, 08/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/08/cibitoke-nouvelles-decouvertes-macabres-la-population-reclame-justice/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : six jeunes Congolais détenus dénoncent des accusations mensongères et de mauvais traitements*, 26/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/26/cibitoke-six-jeunes-congolais-detenus-denoncent-des-accusations-mensongeres-et-de-mauvais-traitements/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un adolescent retrouvé mort à Rugombo, des habitants accusent les Imbonerakure*, 24/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/24/cibitoke-un-adolescent-retrouve-mort-a-rugombo-des-habitants-accusent-les-imbonerakure/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un quadragénaire tué chez sa concubine, des Imbonerakure arrêtés*, 12/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/12/cibitoke-un-quadragenaire-tue-chez-sa-concubine-des-imbonerakure-arretes/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke et Bukinanyana frappées par le choléra : 13 morts et près de 500 cas recensés*, 05/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/05/cibitoke-et-bukinanyana-frappees-par-le-cholera-13-morts-et-pres-de-500-cas-recenses/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Des cotisations forcées au profit du CNDD-FDD dénoncées dans l'Est du Burundi*, 21/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/21/des-cotisations-forcees-au-profit-du-cndd-fdd-denoncees-dans-lest-du-burundi/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Deux corps en uniforme retrouvés sur les rives de la Rusizi : mystère et inquiétudes à Cibitoke*, 16/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/16/deux-corps-en-uniforme-retrouves-sur-les-rives-de-la-rusizi-mystere-et-inquietudes-a-cibitoke/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Deux corps retrouvés en une semaine à Bugendana : inquiétude grandissante dans la province de Gitega*, 11/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/11/deux-corps-retrouves-en-une-semaine-a-bugendana-inquietude-grandissante-dans-la-province-de-gitega/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Deux corps sans vie découverts à Gitega en une semaine : la population en émoi*, 02/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/02/deux-corps-sans-vie-decouverts-a-gitega-en-une-semaine-la-population-en-emoi/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Deux corps sans vie découverts dans une brousse au bord de la Rusizi*, 28/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/28/deux-corps-sans-vie-decouverts-dans-une-brousse-au-bord-de-la-rusizi/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Deux semaines sans courant : Kirundo et Busoni au bord de la crise sociale et économique*, 09/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/09/deux-semaines-sans-courant-kirundo-et-busoni-au-bord-de-la-crise-sociale-et-economique/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Double meurtre à Butaganzwa : un Imbonerakure arrêté, deux autres en fuite après le lynchage de deux femmes âgées*, 12/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/12/double-meurtre-a-butaganzwa-un-imbonerakure-arrete-deux-autres-en-fuite-apres-le-lynchage-de-deux-femmes-agees/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Du rêve d'émergence à la réalité de la faim : le Burundi à bout de souffle*, 21/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/21/du-reve-demergence-a-la-realite-de-la-faim-le-burundi-a-bout-de-souffle/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Éducation en péril : les enseignants burundais fuient un système à bout de souffle*, 30/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/30/education-en-peril-les-enseignants-burundais-fuient-un-systeme-a-bout-de-souffle/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Élections 2025 : 8 opposants arrêtés et emprisonnés dans la province de Burunga — les accusations de fraude servent à museler les mandataires*, 13/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/13/elections-2025-8-opposants-arretes-et-emprisonnes-dans-la-province-de-burunga-les-accusations-de-fraude-servent-a-museler-les-mandataires/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Élections au Burundi : l'Église catholique dénonce des irrégularités, le gouvernement minimise*, 13/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/13/elections-au-burundi-leglise-catholique-denonce-des-irregularites-le-gouvernement-minimise/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Épidémie de choléra à Gihanga : vingt cas signalés, trois morts, les autorités sanitaires en alerte*, 16/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/16/epidemie-de-cholera-a-gihanga-vingt-cas-signales-trois-morts-les-autorites-sanitaires-en-alerte/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Est de la RDC : des civils et réfugiés burundais enrôlés chez les Wazalendo, une nouvelle source d'instabilité*, 24/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/24/est-de-la-rdc-des-civils-et-refugies-burundais-enroles-chez-les-wazalendo-une-nouvelle-source-dinstabilite/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Frontières fermées, vies brisées : la détresse grandissante au nord du Burundi*, 09/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/09/frontieres-fermees-vies-brisees-la-detresse-grandissante-au-nord-du-burundi/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Gatumba : de plus en plus de Congolais fuient vers le Burundi mais certains se retrouvent dans des cachots*, 10/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/10/gatumba-de-plus-en-plus-de-congolais-fuient-vers-le-burundi-mais-certains-se-retrouvent-dans-des-cachots/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Gihanga : une pénurie d'eau potable qui met en péril la population*, 14/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/14/gihanga-une-penurie-deau-potable-qui-met-en-peril-la-population/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Giharo : le règne de la peur et de l'impunité politique*, 09/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/09/giharo-le-regne-de-la-peur-et-de-limpunite-politique/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Giharo : près de 20.000 réfugiés congolais menacés par la famine*, 05/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/05/giharo-pres-de-20-000-refugies-congolais-menaces-par-la-famine/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : découverte du corps sans vie d'une femme dans la capitale politique du Burundi*, 26/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/26/gitega-decouverte-du-corps-sans-vie-dune-femme-dans-la-capitale-politique-du-burundi/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : enchaînement de morts suspectes et montée de la justice populaire, la province au bord du gouffre*, 10/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/10/gitega-enchainement-de-morts-suspectes-et-montee-de-la-justice-populaire-la-province-au-bord-du-gouffre/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : la province minée par la violence et les exécutions sommaires*, 03/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/03/gitega-la-province-minee-par-la-violence-et-les-executions-sommaires/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : un détenu abattu par un policier, la famille réclame justice*, 14/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/14/gitega-un-detenu-abattu-par-un-policier-la-famille-reclame-justice/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : un militant du CNL détenu depuis une semaine à Makebuko, l'opposition dénonce une arrestation arbitraire*, 16/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/16/gitega-un-militant-du-cnl-detenu-depuis-une-semaine-a-makebuko-lopposition-denonce-une-arrestation-arbitraire/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : une personne poursuivie pour collaboration avec des médias en exil*, 24/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/24/gitega-une-personne-poursuivie-pour-collaboration-avec-des-medias-en-exil/> [consulté le 07/11/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega plongée dans le noir : coupures d'électricité et d'eau potable paralysent la ville*, 13/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/13/gitega-plongee-dans-le-noir-coupures-delectricite-et-deau-potable-paralysent-la-ville/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Karusi : où sont passés les 6 700 élèves disparus ?*, 12/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/12/karusi-ou-sont-passes-les-6-700-eleves-disparus/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Kavumu (Cankuzo) : des réfugiés congolais privés de soins médicaux essentiels dans le plus grand camp du Burundi*, 15/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/15/kavumu-cankuzo-des-refugies-congolais-prives-de-soins-medicaux-essentiels-dans-le-plus-grand-camp-du-burundi/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Kayanza : les coupures d'électricité paralysent la ville, reflet d'une crise énergétique nationale*, 05/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/05/kayanza-les-coupures-delectricite-paralysent-la-ville-reflet-dune-crise-energetique-nationale/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Kayogoro : panique de la population suite à des entraînements paramilitaires des Imbonerakure*, 12/07/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/07/12/kayogoro-panique-de-la-population-suite-a-des-entraitements-paramilitaires-des-imbonerakure/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : insécurité nocturne, les gardiens YDS et les Imbonerakure pointés du doigt*, 10/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/10/kirundo-insecurite-nocturne-les-gardiens-yds-et-les-imbonerakure-pointes-du-doigt/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : torturé à mort, mutilé et jeté dans le lac – un crime qui glace la région*, 02/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/02/kirundo-torture-a-mort-mutile-et-jete-dans-le-lac-un-crime-qui-glace-la-region/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : un appel pressant à l'impartialité des forces de sécurité, alors que les abus se multiplient contre l'opposition*, 24/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/24/kirundo-un-appel-pressant-a-limpartialite-des-forces-de-securite-alors-que-les-abus-se-multiplient-contre-lopposition/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Mahama (Rwanda) : avenir incertain des réfugiés burundais*, 18/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/18/mahama-rwanda-avenir-incertain-des-refugies-burundais/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Mahama (Rwanda) : le taux de rapatriement se réduit presque à 0%*, 17/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/17/mahama-rwanda-le-taux-de-rapatriement-se-reduit-presqua-0/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Makamba – Kayogoro : arrestations et fuite de militants du CNL après la découverte de tracts hostiles au pouvoir*, 17/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/17/makamba-kayogoro-arrestations-et-fuite-de-militants-du-cnl-apres-la-decouverte-de-tracts-hostiles-au-pouvoir/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Makamba : deux militants du CNL détenus illégalement pendant 16 jours avant leur transfert au parquet*, 24/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/24/makamba-deux-militants-du-cnl-detenus-illegalement-pendant-16-jours-avant-leur-transfert-au-parquet/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Makamba : la terreur s'installe avant les élections, un opposant mutilé, d'autres pourchassés*, 04/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/04/makamba-la-terreur-sinstalle-avant-les-elections-un-opposant-mutile-dautres-pourchasses/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Massacre de Gasarara : réquisitoires à perpétuité pour 14 accusés, verdict attendu ce mardi*, 07/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/07/massacre-de-gasarara-requisitoires-a-perpetuite-pour-14-accuses-verdict-attendu-ce-mardi/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Massacre de Gasarara : un verdict sévère dans un procès sous haute tension*, 08/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/08/massacre-de-gasarara-un-verdict-severe-dans-un-proces-sous-haute-tension/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Mbuye : les Imbonerakure accusés d'un meurtre atroce dans une impunité totale*, 21/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/21/mbuye-les-imbonerakure-accuses-dun-meurtre-atroce-dans-une-impunite-totale/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Mémoire sous surveillance : deux représentants des victimes de Buta et Kibimba interpellés à Bujumbura*, 14/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/14/memoire-sous-surveillance-deux-representants-des-victimes-de-buta-et-kibimba-interpelles-a-bujumbura/> [consulté le 10/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Murwi : un sexagénaire tué à la machette, deux jeunes Imbonerakure arrêtés*, 07/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/07/murwi-un-sexagenaire-tue-a-la-machette-deux-jeunes-imbonerakure-arretes/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Mutwana : accusations d'exclusion et de pressions politiques avant les élections collinaires*, 04/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/04/mutwana-accusations-dexclusion-et-de-pressions-politiques-avant-les-elections-collinaires/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Muyinga en crise : la pénurie d'eau paralyse le centre urbain*, 16/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/16/muyinga-en-crise-la-penurie-deau-paralyse-le-centre-urbain/> [consulté le 08/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Mwaro : plus de 140 cas de violences basées sur le genre en six mois : les violences économiques prédominent*, 06/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/06/mwaro-plus-de-140-cas-de-violences-basees-sur-le-genre-en-six-mois-les-violences-economiques-predominent/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : deux réfugiés burundais enlevés puis retrouvés morts*, 13/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/13/nduta-tanzanie-deux-refugies-burundais-enleves-puis-retrouves-morts/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : manifestations des réfugiés burundais contre les arrestations arbitraires*, 16/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/16/nduta-tanzanie-manifestations-des-refugies-burundais-contre-les-arrestations-arbitraires/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : morts suspectes et rumeurs d'empoisonnement dans le camp de réfugiés*, 07/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/07/nduta-tanzanie-morts-suspectes-et-rumeurs-dempoisonnement-dans-le-camp-de-refugies/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : mystérieuse disparition de deux réfugiés burundais*, 19/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/19/nduta-tanzanie-mysterieuse-disparition-de-deux-refugies-burundais/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Ngozi : un homme détenu pour sorcellerie, sa famille dénonce un acharnement politique*, 04/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/04/ngozi-un-homme-detenu-pour-sorcellerie-sa-famille-denonce-un-acharnement-politique/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Ngozi frappée par une grave pénurie d'eau malgré la construction de réservoirs coûteux*, 04/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/04/ngozi-frappee-par-une-grave-penurie-deau-malgre-la-construction-de-reservoirs-couteux/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Ntega : le secrétaire permanent de la commune en détention*, 22/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/22/ntega-le-secretaire-permanent-de-la-commune-en-detention/> [consulté le 07/11/2025]

SOS Médias Burundi, *Nyabikere : trois meurtres en quatre jours plongent Shombo dans la peur*, 21/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/21/nyabikere-trois-meurtres-en-quatre-jours-plongent-shombo-dans-la-peur/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Nyanza-Lac : des Imbonerakure empêchent l'arrestation d'un suspect accusé d'avoir agressé un opposant*, 09/05/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/05/09/nyanza-lac-des->

[imbonerakure-empechent-larrestation-dun-suspect-accuse-davoir-agresse-un-opposant/](#) [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Nyanza-Lac : un jeune assassiné dans des circonstances troublantes, sa famille réclame justice*, 19/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/19/nyanza-lac-un-jeune-assassine-dans-des-circonstances-troublantes-sa-famille-reclame-justice/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Nyanza-Lac: arrestations massives, panique et indignation au sein de la population*, 06/03/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/03/06/nyanza-lac-arrestations-massives-panique-et-indignation-au-sein-de-la-population/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Nyarugusu (Tanzanie) : un hôpital fermé, des réfugiés burundais saisissent le HCR*, 11/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/11/nyarugusu-tanzanie-un-hopital-ferme-des-refugies-burundais-saisissent-le-hcr/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Ouest du Burundi : les collinaires plombées par fraudes et manipulations électorales*, 28/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/28/ouest-du-burundi-les-collinaires-plombees-par-fraudes-et-manipulations-electorales/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Plus de 200 personnes arrêtées et détenues à Bwambarangwe : tensions dans le secteur du transport au Burundi*, 01/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/01/plus-de-200-personnes-arretees-et-detenees-a-bwambarangwe-tensions-dans-le-secteur-du-transport-au-burundi/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Présumée fuite du président de la CNIDH : entre soupçons de malversations et tensions politiques*, 22/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/22/presumee-fuite-du-president-de-la-cnidh-entre-soupcons-de-malversations-et-tensions-politiques/> [consulté le 04/09/2025]

SOS Médias Burundi, *RDC : la FDNB entre enfin au Congo officiellement*, 15/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/15/rdc-la-fdnb-entre-enfin-au-congo-officiellement/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *RDC : le PAM reprend enfin la distribution de vivres aux réfugiés burundais après plus de dix mois de silence*, 21/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/21/rdc-le-pam-reprend-enfin-la-distribution-de-vivres-aux-refugies-burundais-apres-plus-de-dix-mois-de-silence/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Refoulés et bloqués à la frontière : le calvaire des réfugiés congolais face aux Imbonerakure et à la police*, 09/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/09/refoules-et-bloques-a-la-frontiere-le-calvaire-des-refugies-congolais-face-aux-imbonerakure-et-a-la-police/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Rugombo : deux corps en décomposition découverts, des zones d'ombre persistent*, 11/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/11/rugombo-deux-corps-en-decomposition-decouverts-des-zones-dombre-persistent/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Rumonge : querelles internes au CNDD-FDD avant les élections collinaires*, 23/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/23/rumonge-querelles-internes-au-cndd-fdd-avant-les-elections-collinaires/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Rutana : des militants de l'UPRONA et du CNL victimes de harcèlement politique à Giharo*, 27/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/27/rutana-des-militants-de-luprona-et-du-cnl-victimes-de-harcelement-politique-a-giharo/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Sud-Kivu : la FDNB renforce ses positions face au M23 et à ses alliés Twirwaneho*, 16/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/16/sud-kivu-la-fdnb-renforce-ses-positions-face-au-m23-et-a-ses-allies-twirwaneho/> [consulté le 28/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Sud-Kivu : les réfugiés tutsis burundais visés par la haine ethnique et l'inaction des autorités*, 29/04/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/04/29/sud-kivu-les-refugies-tutsis-burundais-vises-par-la-haine-ethnique-et-linaction-des-autorites-2/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Sud-Kivu : plus de 3 000 réfugiés burundais auraient rejoint les milices Wazalendo*, 04/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/04/sud-kivu-plus-de-3-000-refugies-burundais-auraient-rejoint-les-milices-wazalendo/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : nouvelles menaces de rapatriement forcé des réfugiés burundais*, 02/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/02/tanzanie-nouvelles-menaces-de-rapatriement-force-des-refugies-burundais/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : quatre nouvelles écoles fermées dans les camps de réfugiés burundais*, 15/10/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/15/tanzanie-quatre-nouvelles-ecoles-fermees-dans-les-camps-de-refugies-burundais/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Un corps sans tête découvert à Rugombo : la population exige des enquêtes approfondies*, 16/09/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/09/16/un-corps-sans-tete-decouvert-a-rugombo-la-population-exige-des-enquetes-appfondies/> [consulté le 10/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Un cultivateur retrouvé mort près de la Rusizi : des soupçons d'un meurtre étouffé*, 03/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/03/un-cultivateur-retrouve-mort-pres-de-la-rusizi-des-soupcons-dun-meurtre-etouffe/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Un militant Uprona échappe à une tentative d'assassinat à Giharo*, 28/06/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/06/28/un-militant-uprona-echappe-a-une-tentative-dassassinat-a-giharo/> [consulté le 05/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Uvira : 332 réfugiés burundais rentrent au pays, poussés par la faim et l'insécurité*, 25/07/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/07/25/uvira-332-refugies-burundais-rentrent-au-pays-pousses-par-la-faim-et-linsecurite/> [consulté le 29/10/2025]

SOS Médias Burundi, *Violence policière à Mitakataka : une femme grièvement blessée et hospitalisée*, 21/08/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/08/21/violence-policiere-a-mitakataka-une-femme-grievement-blessee-et-hospitalisee/> [consulté le 07/09/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : grogne des agriculteurs face à l'expropriation de leurs terres par le Premier ministre*, 21/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/21/cibitoke-grogne-des-agriculteurs-face-a-l'expropriation-de-leurs-terres-par-le-premier-minister/> [consulté le 04/11/2025]

SOS Médias Burundi, *Mudubugu : des habitants dénoncent une expropriation injuste et l'absence d'indemnités*, 12/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/12/mudubugu-des-habitants-denoncent-une-expropriation-injuste-et-labsence-dindemnites/> [consulté le 07/11/2025]

SOS-Torture Burundi [blog], s.d., <https://sostortureburundi.org/> [consulté le 05/10/2022]

SOS-Torture Burundi et al., *Rapport alternatif de suivi de la société civile sur la mise en œuvre des 4 recommandations prioritaires formulées par le Comité des Nations-Unies contre la torture (CAT) au Burundi*, 05/2025, https://www.omct.org/site-resources/legacy/Rapport-de-suivi_CAT_Mars_2025_version-finale-avec-r%C3%A9f.pdf [consulté le 07/09/2025]

SOS-Torture Burundi, *Rapport N° 480*, 23/02/2025, <https://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2025/02/Rapport-hebdomadaire-n%C2%B0-480.pdf> [consulté le 10/09/2025]

SOS-Torture Burundi, *Rapport N° 496 de SOS-Torture Burundi*, 15/06/2025, <https://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2025/06/Rapport-hebdomadaire-n%C2%B0-496-1.pdf> [consulté le 09/09/2025]

SOS-Torture Burundi, *Rapport N° 511*, 28/09/2025, <https://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2025/09/Rapport-hebdomadaire-no-511.pdf> [consulté le 04/11/2025]

The Continent (Nimubona D.), *Burundi: The dangerous business of keeping the country moving*, Issue 211, 30/08/2015, https://www.thecontinent.org/files/uqgd/287178_89ebbc5d5c9847e2a6dc1e8b98be1411.pdf [consulté le 07/09/2025]

The New Humanitarian (TNH), *Congolese escaping the M23 conflict face new hardships in Burundi*, 12/05/2025, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2025/05/12/drc-congolese-escaping-m23-conflict-face-new-hardships-burundi-refugees> [consulté le 29/10/2025]

Tournons la page, *Disparitions forcées au Burundi. 10 ans dans le silence. Note de plaidoyer - 2025*, 15/01/2025, <https://tournonslapage.bi/wp-content/uploads/2025/01/Note-de-plaidoyer-Burundi.pdf> [consulté le 04/09/2025]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation | Population of concern to UNHCR as of 31-Jul-25*, 18/08/2025, <https://reliefweb.int/sites/default/files/attachments/09/3e/093eadbf-2ee5-51ab-8c8b-f72ab4d8120d.pdf> [consulté le 08/09/2025]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Opération du Burundi. Rapatriés par province de retour de septembre 2017 à 31 décembre 2024*, 06/01/2025, <https://reliefweb.int/attachments/21f3b335-0ce2-44b9-9174-edd0ea22e3b8/Return%20Area%20Map%20-%20FR%20-%20D%C3%A9cembre%202024.pdf> [consulté le 22/01/2025]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation. Population of concern to UNHCR as of 31 December 2022*, 24/01/2023, https://reliefweb.int/attachments/59936e68-4e31-4ef5-807e-d596e613a4b6/RB_EHAGL_Burundi%20Situation_221231.pdf [consulté le 02/05/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi. Afflux de personnes en provenance de l'est de la RD Congo au 09 septembre 2025*, 10/09/2025, https://reliefweb.int/attachments/6350a351-d06f-5ae5-ae4a-df2e0516a012/CORE_BDI_20250909_FR.pdf [consulté le 06/10/2025]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *East and Horn of Africa and the Great Lakes: Burundi*, s.d., <https://www.unhcr.org/where-we-work/countries/burundi> [consulté le 09/09/2025]

Yaga (Niyengeko D.), *La pénurie du carburant asphyxie l'économie nationale*, 04/02/2025, <https://www.yaga-burundi.com/penurie-carburant-asphyxie/> [consulté le 08/09/2025]